



Les militant-e-s de Caritas, des citoyens comme les autres ?

Florence Passy et Gian-Andrea Monsch

Septembre 2011

Préambule

Ce rapport s'inscrit dans une recherche comparative plus large qui a pour objectif d'expliquer l'engagement de citoyen-ne-s dans les mouvements sociaux et de comprendre pourquoi certaines personnes s'engagent pour défendre les droits et le bien-être des autres comme dans le cas de l'action protestataire pour défendre les sans-papiers, les personnes déshéritées ou des populations dont les droits sont niés. Cette recherche est essentiellement financée par le Fond National Suisse de la Recherche Scientifique. Nous avons reçu un soutien complémentaire de la Faculté des Sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne et de la Fondation du 450^e. Nous remercions l'ensemble des institutions qui ont permis la réalisation de cette recherche.

Nous remercions également les nombreuses collaboratrices et collaborateurs qui ont participé à cette recherche : Jules César Pooda et Noémi Michel pour la retranscription des entretiens qualitatifs ; Nicolas Pekari, Thierry Rossier, Frédéric Tétaz et Raffaël Himmelsbach pour leur travail sur les enquêtes quantitatives. Nous remercions également notre mandataire Datadoxa pour la réalisation des enquêtes quantitatives. Enfin, une recherche ne peut être autre chose qu'un échange permanent avec des collègues. Nous remercions pour leurs conseils et vigilance critique Doug McAdam de l'Université de Stanford, Dominique Joye de l'Université de Lausanne, Marlène Sapin de l'institut FORS et Gaëtan Clavien de l'Université de Genève.

Nous tenons également à remercier Caritas pour sa collaboration à cette recherche. Caritas nous a donné accès à un échantillon représentatif de ses militant-e-s et nous a facilité la mise en contact avec des personnes engagées pour conduire des récits de vie. Nous remercions en particulier Dominique Froidevaux, Frédéric Monnerat et Lyola Campos de Caritas Genève, Nicole Akkawi-Burdet et Rita Ueberschlag de Caritas Luzern et Fredy Bihler-Gabathuler de Caritas St. Gallen pour leur travail et soutien¹. Dans le cadre de notre collaboration, nous délivrons aux trois Caritas, et à titre gracieux, ce rapport de recherche qui est le fruit de l'analyse du sondage conduit auprès de leurs militant-e-s.

Enfin, cette recherche n'aurait pas pu voir le jour sans la collaboration des militant-e-s qui ont participé à l'enquête quantitative et qualitative de ce programme de recherche. Nous les remercions pour nous avoir accordé un temps précieux pour que nous puissions réaliser les différents volets de cette recherche.

¹ Pour Caritas Luzern et St. Gallen, seuls les membres actifs de l'organisation ont été retenus. Ainsi 311 activistes de Caritas Luzern et 57 activistes de Caritas St. Gallen ont été contactés pour cette recherche. Pour Caritas Genève, 2183 sympathisant-e-s et 389 activistes ont été contactés.

La distinction entre *activistes* et *sympathisant-e-s* est une distinction importante pour la recherche car nous avons affaire à des mondes de militance distincts qui suivent des processus d'engagement qui leur sont propres (Oliver 1980, Passy 1998). Nous distinguons les personnes qui sont dans un processus actif de mobilisation (participation à l'organisation de Caritas, à ses groupes de travail ou de bénévoles, ses campagnes d'action, etc.) – les *activistes* – des personnes qui soutiennent Caritas uniquement financièrement (cotisations, dons, etc.) – les *sympathisant-e-s*. Dans les tableaux et figures, nous utilisons le terme « actif » pour désigner les activistes et « passif » pour désigner les sympathisant-e-s.

Les militant-e-s de Caritas, des citoyens comme les autres ?

Qui s'engage à Caritas ? Comment ces militant-e-s rejoignent cette organisation² ? Et pourquoi s'engagent-ils pour défendre les droits des migrant-e-s ? Ce sont ces trois questions auxquelles nous allons tenter de répondre. Ces trois questions sont importantes pour le monde de la recherche car elles renvoient à des processus sociaux qui font encore débat. Ces questions sont également importantes pour le monde de la militance et des organisations des mouvements sociaux. Pourquoi ?

Ces questions nous permettent de cerner trois enjeux : le profil sociologique des militant-e-s, les chemins qui permettent à des personnes de rejoindre l'action sociale et politique, et les motivations qui président à leur engagement. Pour les organisations qui s'engagent dans l'espace public comme Caritas, ces questions sont importantes car elles renvoient à trois préoccupations qu'a généralement le monde de la militance, à savoir : connaître le *potentiel militant* sur lequel l'organisation peut construire son action ; cerner les *canaux* qui conduisent des individus à s'engager pour lutter contre la pauvreté et à rejoindre son organisation en particulier ; et enfin appréhender les *raisons* qui conduisent à traduire une préoccupation pour un enjeu de société en une mobilisation effective. Ainsi, préoccupations scientifiques et préoccupations des organisations se rejoignent ici. Outre ces questions qui mobilisent un intérêt commun, nous discuterons aussi de l'évaluation de Caritas par ses militant-e-s.

La philosophie qui préside à ce document est celui de *l'échange*, à savoir une collaboration que nous souhaitons fructueuse entre le monde de la recherche et celui des organisations engagées dans l'espace politique. Nous livrons dans ce document nos analyses et interprétations sur les trois questions qui guident notre discussion. Ces analyses et interprétations reposent sur un socle de savoir spécifique, celui de la recherche sur les mouvements sociaux qui a progressivement élargi son cercle de connaissances à la fin des années 70. Ce savoir, comme tout type de savoir scientifique, est dans le monde de la recherche sans cesse débattu. C'est cette mise en discussion qui permet à la connaissance de progresser en abandonnant certaines hypothèses et en en mobilisant de nouvelles. Nous souhaitons, en tant que partenaire, vous inviter à participer à ces débats. Le savoir est toujours en construction et les échanges sont des vecteurs importants de cette construction.

² Nous utilisons le terme « militant » car il renvoie à des considérations théoriques pour les chercheurs. Cette terminologie ne correspond pas à celle qu'utilise Caritas pour définir ses membres. Le terme militant comprend toute personne engagée ou qui soutient financièrement Caritas. Dans ce texte, nous utilisons les termes « militant » et « membre » de façon interchangeables.

Qui sont les militant-e-s de Caritas ?

La recherche a mis en exergue que les personnes engagées dans les mouvements sociaux proviennent de segments spécifiques de la société. L'engagement politique mobilise des personnes munies d'importants capitaux sociaux, en particulier scolaires. Mais surtout, l'action politique mobilise sur des lignes de tensions sociales et politiques, communément appelées clivages (Bartolini et Mair 1990). Par exemple, le XIXe et XXe siècle ont connu une mobilisation importante sur le clivage de classe. La protestation qui a émergé dans les années 60 repose aussi sur une ligne de fraction particulière : le *clivage postindustriel* (Kriesi 1993, Jasper 1997). Ce clivage a conservé la préoccupation de la justice sociale, propre au clivage de classe, en la doublant d'une nouvelle préoccupation : l'émancipation individuelle et collective³, ainsi qu'une politisation de la société du risque. Ce nouveau conflit est politisé par une nouvelle famille d'acteurs protestataires que sont les mouvements postindustriels regroupant les organisations écologistes, féministes, pacifistes, antiracistes, d'aide au développement, de défense des droits humains, etc. Ces acteurs ont aussi été appelés *left-libertarian movements* renvoyant à leurs luttes politiques pour défendre à la fois une plus grande justice sociale (*left*) et la promotion de la liberté individuelle et collective (*libertarian*). En se mobilisant sur des lignes de forces sociopolitiques, les acteurs collectifs ont un *potentiel militant* qui leur est spécifique. Les personnes qui rejoignent l'action politique ont donc de fortes chances d'avoir un profil social particulier et d'être porteuses de valeurs qui leurs sont propres.

Contrairement aux organisations écologistes, féministes, pacifistes, d'aide au développement, etc., Caritas n'est pas un acteur de la famille des mouvements postindustriels. Caritas est une organisation caritative qui s'est engagée dans l'espace public bien avant les mouvements postindustriels. De plus, elle se distingue de ces acteurs en n'étant pas une organisation politique. Contrairement aux organisations des mouvements sociaux qui articulent des revendications auprès des autorités politiques afin de changer des politiques et des décisions qui sont prises, Caritas ne défie pas politiquement l'Etat. Elle est une organisation qui, comme toute organisation caritative, apporte un soutien direct à des populations dans le besoin sans forcément remettre en cause politiquement l'action de l'Etat et ses politiques. Parmi les différents acteurs de la société civile, Caritas est typiquement une organisation caritative ou communément appelée par la littérature sociologique une *non-profit organization*.

Les militant-e-s du secteur caritatif ont généralement un profil social assez varié. Il diffère d'une organisation à l'autre en fonction de ses spécificités et origines sociales (laïques, chrétiennes, etc.). Ainsi, contrairement aux militant-e-s des organisations postindustrielles, les membres du secteur caritatif n'appartiennent pas à un segment social spécifique mais à des mondes sociaux différents. La question que nous nous posons ici est de savoir si l'ancrage social est distinct, et si oui en quoi est-il distinct, des militant-e-s du secteur protestataire postindustriel. Nous comparons les militant-e-s de Caritas avec ceux qui sont engagés dans la protection de l'environnement (Greenpeace) et la défense des droits des migrant-e-s (Solidarité sans frontière). Les militant-e-s de Solidarité sans frontière (Sosf) sont particulièrement intéressants dans cette comparaison car ils partagent avec les

³ L'émancipation collective renvoie à l'émancipation des minorités : les femmes, les gays et lesbiennes, les minorités ethniques et raciales, etc.

membres de Caritas une préoccupation commune: le soutien et la défense des migrant-e-s. La question qui se pose donc est la suivante : ces deux types de militant-e-s, qui partagent une préoccupation commune, viennent-ils du même monde social ?

Un ancrage de classe hétérogène

De nombreux travaux ont montré que c'était essentiellement les citoyen-e-s de la classe moyenne qui étaient porteurs de la contestation postindustrielle et plus particulièrement un segment spécifique de cette classe : les travailleurs socioculturels (professionnels de l'enseignement, du domaine médical, du travail social et culturel). Nous retrouvons cet ancrage spécifique pour les militant-e-s de Greenpeace et ceux de Sosf. Ces militant-e-s sont caractérisés par une faible hétérogénéité sociale. Très peu viennent d'autres segments sociaux, notamment de la bourgeoisie et de la classe ouvrière. Les militant-e-s des mouvements postindustriels ont un ancrage de classe qui les distingue donc clairement de la population suisse. Qu'en est-il pour les membres de Caritas ?

Tableau 1.1: La classe sociale des militant-e-s

	GP	SOSF	Caritas	Suisse	Caritas Passifs	Caritas Actifs
	%	%	%	%	%	%
Bourgeoisie/ancienne cl. moyenne	5	6	14	17	14	13
<i>Professions libérales (indépendants)</i>	4	5	10	5	12	8
<i>Employeurs/ artisans</i>	1	1	4	12	2	5
Nouvelle classe moyenne	80	93	72	40	76	71
<i>Spécialistes socioculturels</i>	37	61	29	13	31	28
<i>Technocrates</i>	17	6	7	9	9	6
<i>Managers</i>	26	26	36	18	36	37
Classe ouvrière	14	0	14	44	10	17
<i>Employés qualifiés</i>	11	0	13	34	10	15
<i>Employés non-qualifiés</i>	3	0	1	10	0	2
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%
n	492	453	516	3849	233	283

NOTE: Suisse 2007 (Selects 2007).

Les militant-e-s de Caritas se distinguent eux aussi de la population Suisse (Tableau 1). Comme pour les organisations postindustrielles, la classe moyenne est surreprésentée et la classe ouvrière largement sous-représentée. Mais là s'arrête la comparaison. Les militant-e-s de Caritas appartiennent à la *classe moyenne* mais nettement moins au secteur de prédilection des organisations postindustrielles, à savoir les travailleurs socioculturels. Au sein de la classe moyenne, Caritas repose fortement sur le secteur des managers ; un segment social qui est moins présent dans la protestation postindustrielle. De surcroît, Caritas mobilise les membres de *la bourgeoisie*. Ce secteur est fortement sous-représenté à Greenpeace ou Sospf, alors qu'à Caritas il est bien représenté et en particulier, les professions libérales. Elles sont deux fois plus représentées chez Caritas qu'au sein de la population suisse.

Caritas mobilise donc des segments spécifiques du monde social. Toutes les classes sociales ne sont pas représentées au sein de l'organisation à l'identique de ce qu'elles sont dans la société suisse. Toutefois, Caritas ne s'appuie pas sur un segment social spécifique. Contrairement aux organisations postindustrielles qui reposent sur un segment en particulier, Caritas mobilise des segments sociaux différents. D'un part, elle s'appuie sur la classe moyenne, en particulier les managers et, dans une moindre mesure, les travailleurs socioculturels. De l'autre, elle mobilise et de façon importante le secteur des professions libérales. Ainsi, et comparativement aux militant-e-s du secteur postindustriel, Caritas repose sur *une plus forte hétérogénéité sociale*.

Si les militant-e-s de Caritas viennent de mondes sociaux distincts, à l'intérieur de la population militante nous devons souligner une *homogénéité sociale* relativement importante. Les activistes, les personnes qui prennent une part active au processus de mobilisation en s'engageant dans l'organisation de Caritas ou dans ses campagnes, ne se distinguent pas radicalement des sympathisant-e-s qui apportent un soutien passif à l'organisation en la soutenant financièrement. Toutefois, il convient de relever que les sympathisant-e-s viennent davantage que les activistes des professions libérales. Et ces derniers sont davantage inscrits dans la classe ouvrière que ne le sont les sympathisant-e-s. Outre ces différences, en termes de tendance générale nous ne pouvons pas dire que ces deux cercles de militances appartiennent à des mondes sociaux radicalement différents.

Des militant-e-s hautement formés

La classe sociale constitue un indicateur pour cerner l'ancrage social des individus, le niveau d'éducation en est un autre. En sachant que les militant-e-s de Caritas appartiennent à des segments de classe hautement dotés en formation, nous ne pouvons que nous attendre à une population militante *richement pourvue en ressources scolaires*. C'est effectivement ce que confirme la figure 1.1. La moitié des militant-e-s de Caritas ont une formation universitaire ou équivalente. Et, l'autre moitié a une formation professionnelle avancée ou est titulaire d'un baccalauréat⁴. En revanche, les personnes qui ont une formation élémentaire ou professionnelle de base sont largement sous-représentées à Caritas. Les militant-e-s de Caritas se distinguent donc de façon considérable du reste de la population.

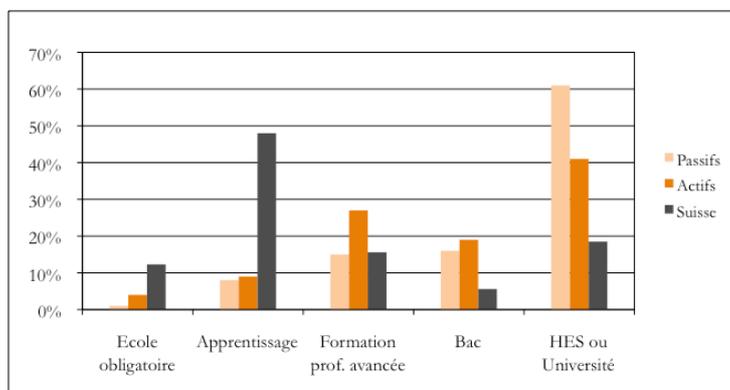
En matière de capitaux scolaires, les militant-e-s de Caritas ne se distinguent pas fortement des militant-e-s des mouvements postindustriels. Ils sont eux aussi richement dotés en ressources scolaires⁵. Enfin, activistes et sympathisant-e-s de Caritas sont bien formés. Toutefois, les *sympathisant-e-s sont plus richement dotés que les activistes*. Si 61% des sympathisant-e-s sont des universitaires, ils ne sont que 41% des activistes. Ces derniers

⁴ Les personnes qui ont une formation professionnelle avancée sont les personnes qui ont plus de trois ans d'apprentissage et de formation pour obtenir leur diplôme professionnel.

⁵ Les militant-e-s de Greenpeace sont pour 59% d'entre eux des universitaires et les militant-e-s de Sosp le sont pour 64% d'entre eux (contre 50% pour Caritas).

ont en revanche davantage une formation professionnelle avancée. Ces différences sont fortes et statistiquement significatives.

Figure 1.1 : Le niveau d'éducation des militant-e-s de Caritas



NOTE: "Quelle est la formation la plus élevée que vous avez achevée, ou quel est le diplôme le plus élevé que vous avez obtenu ?" Suisse (Selects 2007) n=4'353 ; Passifs n= 249, Actifs n=302, VdC a/p=.21***. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Des militant-e-s aux valeurs plus conservatrices que ceux du secteur postindustriel

Le clivage postindustriel mobilise des personnes qui ont une architecture des valeurs spécifiques qui repose sur deux piliers normatifs : la défense de la justice sociale et une meilleure redistribution des ressources au sein de la population (*left*), et la défense de la liberté individuelle et collective (*libertarian*). Les militant-e-s de Greenpeace et de Sosf partagent très clairement ces deux piliers normatifs et se distinguent très clairement de la population suisse à cet égard. Qu'en est-il pour les militant-e-s de Caritas ? Partagent-ils avec les militant-e-s des protestations postindustrielles la même architecture des valeurs ? Et plus généralement, ont-ils des valeurs politiques qui les distinguent de la population suisse ?

Les militant-e-s de Caritas se distinguent de la population suisse en termes de valeurs politiques. Ils sont plus progressistes en matière de justice sociale, d'émancipation des individus, de pacifisme ou encore à l'égard de la protection de l'environnement. Sur ces piliers normatifs, ils se distinguent de la population suisse (Tableau 1.2). Toutefois, si cette distinction avec la population existe, elle n'est pas drastique. En revanche, l'architecture des valeurs des membres de Caritas ne s'apparente pas à celle des militant-e-s du secteur protestataire postindustriel. Ils sont plus conservateurs que ces populations militantes, que ce soit en matière de justice sociale, d'émancipation des individus, de défense de la paix ou encore de protection de l'environnement⁶.

⁶ Le seul indicateur où l'on peut voir une certaine proximité avec les militant-e-s de Greenpeace et de Sosf a trait à la dimension liée à l'émancipation des individus. Pour cette dimension, nous avons deux indicateurs liés à l'émancipation des migrant-e-s. Si nous avions pris un autre groupe social, un groupe pour lequel Caritas n'est pas

Tableau 1.2 : L'architecture des valeurs des militant-e-s

	GP	SOSF	Caritas	Suisse	Caritas Passifs	Caritas Actifs	
	Moyenne (1-10)	Moyenne (1-10)	Moyenne (1-10)	Moyenne (1-10)	Moyenne (1-10)	Moyenne (1-10)	Eta
Justice sociale¹							
Différences entre revenus	8.5 (1.8)	9.3 (1.5)	7.9 (2.4)	6.3 (2.5)	8.0 (2.4)	7.9 (2.5)	ns
Emancipation des individus²							
Emancipation des migrants	8.0 (2.1)	8.6 (1.5)	7.8 (2.3)	6.1 (2.2)	7.8 (2.4)	7.8 (2.2)	ns
	Moyenne (1-7)	Moyenne (1-7)	Moyenne (1-7)	Moyenne (1-7)	Moyenne (1-7)	Moyenne (1-7)	Eta
Pacifisme³							
Servir dans l'armée	2.7 (1.8)	2.4 (1.8)	3.6 (2.2)	4.0 (2.0)	3.7 (2.2)	3.5 (2.2)	ns
	%	%	%	%	%	%	V de C
Environnement⁴							
Plus d'impôts pour l'environnement	87 n=642	87 n=642	73 n=528	60 n=1'224	75	72	ns
L'Etat seul est responsable de l'environnement	22 n=624	22 n=624	41 n=509	42 n=1'215	44	39	ns

NOTE Les chiffres entre parenthèses sont les écart-types. (* $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$.)

1. Distribution de l'affirmation suivante: 1 «De plus grandes différences de revenu sont nécessaires afin d'encourager les efforts individuels» et 10 «Les différences entre les revenus devraient diminuer». Suisse (EVS 2008) n=1'241. Passifs n=239 et Actifs n=289.

2. Distribution de la moyenne entre deux variables portant sur l'émancipation des migrants. La première avait comme deux extrêmes 1 « Les immigrés prennent le travail des gens nés dans le pays » et 10 « Les immigrés ne prennent pas le travail des gens nés dans le pays ». Pour la deuxième, les affirmations étaient 1 « La culture d'un pays n'est pas menacée par les immigrés » et 10 « La culture d'un pays est menacée par les immigrés ». (Cronbach Alpha=.75). Suisse (EVS 2008) n=1'253. Passifs n=213 et Actifs n=274.

3. Distribution de l'affirmation suivante: 1 « Il n'est pas important du tout pour être un bon citoyen d'être d'accord de servir dans l'armée en cas de nécessité » et 7 « Il est très important pour être un bon citoyen d'être d'accord de servir dans l'armée en cas de nécessité ». Suisse (ISSP 2004) n=998. Passifs n=204 et Actifs n=242.

4. Pourcentage des personnes qui 1 « accepteraient une augmentation d'impôts si l'argent supplémentaire était utilisé pour la protection de l'environnement » et qui jugent 2 « qu'il incombe au gouvernement de prendre des mesures contre la pollution de l'environnement, mais sans que cela me coûte de l'argent ».

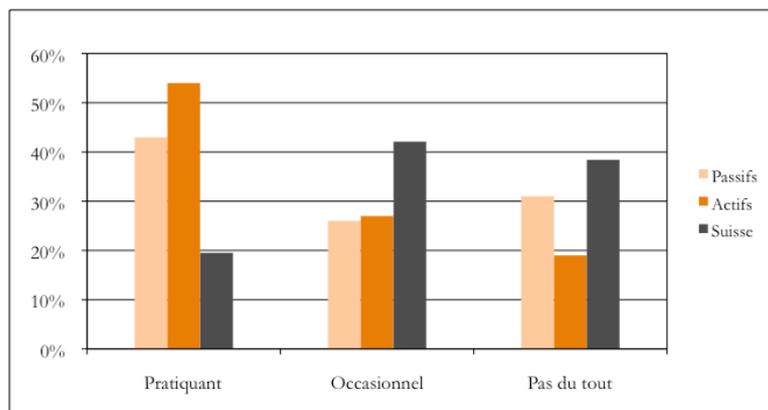
Il est intéressant de relever la nette distinction en termes de valeurs entre les militant-e-s de Sosf et ceux de Caritas. Les militant-e-s des deux organisations se mobilisent pour soutenir et défendre les migrant-e-s ; ils partagent donc un enjeu commun. Pourtant cette préoccupation commune ne se traduit *pas par un partage de valeurs*. Certes, ces deux populations sont plus progressistes que la population suisse mais les militant-e-s de Sosf le sont bien davantage. Le partage d'enjeux communs ne veut donc pas forcément dire un partage de valeurs communes.

Si les militant-e-s de Sosf et de Caritas se distinguent clairement en ce qui concerne leurs valeurs politiques, en revanche ils ont en commun *des valeurs chrétiennes*. Les militant-e-s de Sosf et Caritas sont des personnes qui, contrairement à la population suisse, suivent régulièrement les offices religieux (Figure 1.2). Près de la moitié des militants de Sosf et de Caritas sont des pratiquant-e-s réguliers. La défense des droits des migrant-e-s, comme l'aide au développement ou le pacifisme sont des enjeux du secteur protestataire postindustriel qui ont un double ancrage social, à la fois dans des milieux laïcs et chrétiens. Ces militant-e-s, comme c'est le cas pour Sosf, partagent donc des valeurs chrétiennes avec ceux de Caritas tout en se distinguant clairement sur les valeurs politiques. Pour Caritas, qui est une organisation qui plonge ses racines dans le monde

impliqué en termes d'action sociale – comme les gays par exemple –, il est fort possible que sur cette dimension les militant-e-s de Caritas se distinguaient plus nettement des militant-e-s du secteur postindustriel.

catholique, il est bien logique que ses militant-e-s soient très proches de ce monde culturel. Il est toutefois intéressant de relever que *les militant-e-s les plus actifs sur le plan de la pratique religieuse sont aussi les militant-e-s les plus actifs (activistes) au sein de Caritas.*

Figure 1.2 : Les pratiques religieuses des militant-e-s de Caritas



NOTE: En dehors des mariages, des enterrements et des baptêmes, à quelle fréquence assistez-vous à un service religieux de votre confession? Suisse (EVS 2008) n=1'257; Passifs n= 261, Actifs n=311, VdC a/p=.15*** (*p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Un ancrage politique hétérogène

Les militant-e-s du secteur postindustriel appartiennent à un segment social spécifique et ont une architecture politique particulière qui se traduit sur le plan politique par un engagement auprès des organisations postindustrielles mais aussi par un soutien partisan singulier. La proximité partisane des militant-e-s rend bien compte de la spécificité de leur architecture des valeurs reposant sur un double pilier : justice sociale (*left*) et émancipation (*libertarian*). Les militant-e-s sont à la fois proches des partis de gauche, notamment du Parti socialiste, et des Verts (les partis écologistes sont nés du clivage postindustriel). En revanche, très peu de militant-e-s se sentent proches des partis d'extrême gauche, et peu se situent à droite de l'échiquier politique.

Qu'en est-il pour Caritas ? Nous avons vu que l'ancrage social de ses membres est plus hétérogène que les militant-e-s du secteur postindustriel. De plus, leur architecture des valeurs est également moins progressiste. Comment cette hétérogénéité sociale et ces valeurs se traduisent-elles politiquement ? On peut voir que les militant-e-s de Caritas apportent un *soutien hétérogène aux partis politiques* (Tableau 1.3). Alors que les militant-e-s du secteur protestataire postindustriel formulent des préférences partisans très clairement à gauche de l'échiquier politique, les militant-e-s de Caritas partagent leur soutien à droite et à gauche de l'échiquier partisan. La moitié des membres de Caritas soutiennent les partis de gauche, en particulier le Parti socialiste et les Verts, tandis que l'autre moitié des militant-e-s soutiennent les partis de droite, et en particulier les partis à connotation

cléricale, notamment le Parti démocrate chrétien. Activistes et sympathisant-e-s de Caritas ne se distinguent pas dans leur soutien partisan.

Tableau 1.3 : La préférence partisane des militants

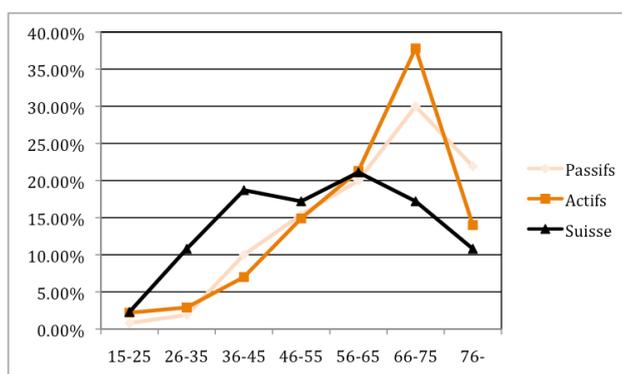
	GP	SOSF	Caritas	Suisse	Caritas Passifs	Caritas Actifs
	%	%	%	%	%	%
Extrême gauche	1	3	1	1	1	1
Extrême gauche/Parti socialiste	0	2	2	0	2	1
Parti socialiste	5	34	11	18	12	10
Gauche/Verts	37	29	23	7	25	21
Verts	30	20	12	6	10	13
Gauche/droite	2	3	8	3	7	9
Verts/droite	1	1	10	3	12	8
Partis à connotation cléricale (PDC, PEP)	3	3	25	17	22	27
Droite (plus extrême droite)	13	1	4	44	4	4
Autre/pas de parti	3	1	6	3	6	6
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%
n	544	539	476	1'416	214	262
V de Cramer						ns

NOTE: Combinaison de deux indicateurs : Etes-vous membre d'un parti politique et quel est le parti qui vous est particulièrement proche ? Suisse (Selects 2007).

Des militant-e-s d'un âge très avancé

Avant de conclure cette première discussion, nous aimerions encore présenter une dernière analyse relative à l'âge des militant-e-s. Cette analyse nous semble importante pour le futur de Caritas. La *moyenne d'âge de ses militant-e-s est très élevée* (Figure 1.3). Activistes et sympathisant-e-s ont en moyenne 63-64 ans. Ce sont essentiellement des personnes qui ont entre 56 et 75 ans qui s'engagent ou soutiennent financièrement Caritas, et plus particulièrement les personnes qui ont entre 66 et 75 ans. Les jeunes sont très peu présents à Caritas. Les personnes qui ont entre 45 ans et moins de 25 ans représentent à peine 10% des militant-e-s de Caritas. Cette situation est assez préoccupante pour Caritas car les personnes qui ont autour de 75 ans sortent de l'action politique. C'est vrai pour l'action politique conventionnelle – le vote – mais cela l'est aussi pour l'action dans des mouvements sociaux et organisations caritatives. A partir de 75 ans, les personnes quittent progressivement leurs engagements dans la sphère publique.

Figure 1.3 : L'âge des militant-e-s



NOTE: Suisse (Selects), n=3'803 et Caritas, n=575. Moyennes : Suisse 50.8 (écart-type 18.1); Caritas passifs 63.8 (écart-type 14.4), actifs 62.5 (écart-type 13.8). Eta=ns. * $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$.

Synthèse et implications

Pour conclure cette discussion sur le profil social et normatif des militant-e-s, nous retiendrons trois points. Premièrement, les militant-e-s de Caritas se distinguent de la population suisse en termes d'ancrages sociaux et de leur architecture des valeurs. Toutefois, et contrairement au secteur protestataire postindustriel, **Caritas ne repose pas sur un segment social spécifique**. Ce résultat est intéressant pour Caritas car elle peut mobiliser de plus larges segments sociaux que les organisations postindustrielles. L'hétérogénéité sociale permet de recruter des personnes dans des classes sociales différentes. Ce résultat doit toutefois être nuancé puisque nous avons vu que les militant-e-s sont, et en toute logique étant donné les racines culturelles et l'identité de Caritas, assez fortement ancrés dans le monde chrétien. Son bastion de recrutement est hétérogène du point de vue social mais assez homogène du point de vue culturel, notamment sur le plan confessionnel. Cette identité confessionnelle délimite forcément le bastion de recrutement de Caritas. Toutefois, au sein de cette population confessionnelle, Caritas rassemble des catholiques venant d'univers sociaux distincts et qui sont porteurs de valeurs elles aussi distinctes, voire opposées.

Deuxièmement, les militant-e-s de Caritas, qu'ils soient activistes ou sympathisant-e-s, ne se distinguent pas radicalement. Ils n'appartiennent pas à des mondes sociaux totalement différents. Toutefois, **une certaine hétérogénéité** est à relever. Les professions libérales sont moins présentes chez les activistes qu'elles ne le sont chez les sympathisant-e-s. En revanche, les activistes viennent un peu plus de la classe ouvrière. Cet ancrage social légèrement différent entre activistes et sympathisant-e-s se traduit aussi par des capitaux scolaires légèrement distincts entre ces deux populations militantes. Les activistes ont des capitaux scolaires un peu moins fournis que les sympathisant-e-s. En revanche, activistes et sympathisants partagent la même architecture des valeurs, sauf sur un aspect : les activistes sont de plus fervents pratiquant-e-s que ne le sont les sympathisant-e-s.

Troisièmement, les militant-e-s de Caritas, qu'ils soient activistes ou sympathisant-e-s, ont **un âge avancé**. La structure d'âge des militant-e-s a une implication importante pour

Caritas. Deux situations sont imaginables. La première, l'organisation arrive à mobiliser toujours les mêmes tranches d'âge et à renouveler son corps de militant-e-s. Dans ce cas, Caritas peut perdurer dans le temps. Dans un deuxième cas de figure, Caritas n'arrive pas à renouveler les cohortes vieillissantes qui délaissent progressivement leurs engagements dans la sphère publique, et là l'organisation risque d'affronter d'importantes difficultés quant à sa survie. Si Caritas se trouve dans un tel cas de figure, il conviendrait à l'organisation d'élargir son potentiel militant sur de plus jeunes cohortes sinon son avenir, en termes de soutien militant, risque d'être difficile.

Quels sont les chemins de l'engagement ?

Réfléchir aux chemins de l'engagement, nous amène à réfléchir à deux processus distincts : le processus de sensibilisation ou de *socialisation* à l'enjeu, et le processus de *mobilisation*, autrement dit de conversion d'une sensibilité à un enjeu en un engagement effectif. Nous discuterons ici ces deux aspects en nous posant les questions suivantes : quels sont les canaux de sensibilisation aux enjeux liés à la pauvreté et au soutien aux personnes vivant dans la précarité ? Et quels sont les canaux qui conduisent à un engagement sur ces enjeux et, plus spécifiquement à l'organisation de Caritas.

La recherche nous a rendus attentifs au rôle important des *réseaux sociaux*, qu'ils soient de nature formelle, comme l'insertion dans une organisation, ou informelle par le biais d'échanges interpersonnels entre des individus. Par exemple, les études sur le mouvement des droits civiques aux Etats-Unis ont mis en exergue le rôle crucial joué par le réseau des églises baptistes pour s'engager dans ce mouvement. D'autres recherches ont montré l'importance des réseaux interpersonnels pour l'engagement militant. Selon ces études, les réseaux jouent un rôle à la fois dans le processus de socialisation à l'enjeu contestataire mais aussi dans le processus de mobilisation. Récemment, des auteurs ont remis en cause la prédominance des réseaux à la fois dans le processus de socialisation et de recrutement (Jasper 1997). Les réseaux ne seraient qu'un canal parmi d'autres. Qu'en est-il pour Caritas ?

Un contexte relationnel qui favorise leur socialisation

Le contexte relationnel dans lequel évolue l'individu est potentiellement un important vecteur de socialisation aux enjeux protestataires. L'interaction sociale, à la fois dans des groupes formels ou entre individus, favorise la sensibilisation d'un acteur à des problèmes politiques. Nous examinons ici le *contexte relationnel* des militant-e-s *avant* qu'ils ne soient engagés à Caritas, en portant un regard spécifique à leur insertion dans les réseaux organisationnels (formels) puis dans les réseaux interpersonnels (informels).

La recherche montre que les personnes avant de s'engager étaient généralement insérées dans des *groupes et réseaux sociaux*. Cette insertion facilite la socialisation à l'enjeu et permet aussi de tisser des ponts entre différentes structures militantes. Qu'en est-il pour Caritas ? Avant de rejoindre Caritas, les militant-e-s étaient fortement insérés dans des réseaux organisationnels (Tableau 2.1). Les trois-quarts des militant-e-s étaient déjà inscrits dans des réseaux sociaux, soit en étant actifs, soit en étant de simples sympathisant-e-s.

Tableau 2.1 : L'insertion des militant-e-s dans les réseaux formels *avant* de s'engager dans l'organisation

	GP	SOSF	Caritas	Caritas Passifs	Caritas Actifs	
	%	%	%	%	%	r Pearson
Postindustrielles	34	68	45	46	45	ns
<i>Ecologistes</i>	24	44	19	19	19	
<i>Aide au développement</i>	14	45	28	32	25	
<i>Droits humains</i>	12	41	18	18	18	
<i>Droits des migrants</i>	4	-	11	12	11	
<i>Pacifistes</i>	3	37	10	12	9	
<i>Consommateurs</i>	4	12	10	9	11	
<i>Féministes</i>	4	22	9	6	11	0.09*
<i>Gays</i>	1	3	2	2	2	
<i>Altermondialistes</i>	4	13	6	4	7	
<i>Anarchistes</i>	1	6	1	0	1	
Travail	9	34	19	18	20	ns
<i>Syndicats</i>	6	28	14	15	13	
<i>Professionnelles</i>	4	12	9	7	11	0.08*
Partis politiques	3	26	11	9	12	ns
<i>Partis</i>	3	26	11	9	12	
Religieuses et caritatives	14	45	44	48	40	-0.08*
<i>Religieuses</i>	5	25	29	30	28	
<i>Caritatives</i>	11	35	25	28	23	
Autres	26	50	44	41	46	ns
<i>Jeunes/ étudiants</i>	10	24	14	12	15	
<i>Locataires</i>	6	21	12	12	13	
<i>Quartiers</i>	-	-	-	-	-	
<i>Parents d'élèves</i>	3	9	11	8	13	
<i>Automobilistes</i>	5	3	5	6	4	
<i>Militaires/patriotes</i>	0	1	2	1	3	
<i>Culturelles/ hobby</i>	11	21	17	11	22	0.14***
<i>Autres</i>	3	9	8	8	9	
Total	40	75	67	68	67	ns

NOTE: Est-ce que vous étiez membre ou engagé dans ces associations / groupes avant votre engagement à Caritas ? Greenpeace (GP), n=710; SOSF, n=724; Caritas : Passifs n=414, Actifs n=309. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Tous les réseaux n'ont pas la capacité à socialiser les individus sur les enjeux liés à la pauvreté et au soutien aux personnes vivant dans la précarité. Certains réseaux sont de meilleurs vecteurs de socialisation que d'autres. Les réseaux, qui partagent un cadre interprétatif commun – *master frame* – (Snow & Benford 1992), sont mieux à même de socialiser les personnes que les réseaux qui n'ont pas de cadres interprétatifs partagés. Par exemple, dans le cadre de la protestation postindustrielle, l'ensemble des organisations – et en dépit de leurs différents enjeux de mobilisation (pacifisme, écologie, féminisme, etc.) – ont des compréhensions sociales et politiques partagées. Ces compréhensions partagées facilitent la mobilisation pour l'une ou l'autre des organisations de ce secteur. Ainsi, les militant-e-s de Greenpeace et de Sosf étaient insérés socialement dans le secteur postindustriel avant de rejoindre ces deux organisations.

Qu'en est-il pour les militant-e-s de Caritas ? Avant de rejoindre Caritas, les militant-e-s étaient insérés principalement dans trois secteurs: les *réseaux religieux* (29%), les *organisations d'aide au développement* (28%) et les *associations caritatives* (25%). Ces trois secteurs sont particulièrement importants en termes de cadres interprétatifs partagés⁷. Les réseaux

⁷ Les « Autres réseaux » ne partagent pas de cadres interprétatifs avec les enjeux de la pauvreté. Par exemple, être inséré dans une organisation culturelle ou sportive (hobby) ne procure pas des ressources cognitives pour pouvoir

religieux, caritatifs et ceux liés aux questions d'aide au développement procurent des ressources cognitives aux personnes qui évoluent dans ces réseaux ; ces ressources leur permettent de rejoindre plus facilement une organisation qui lutte contre la pauvreté. Les cadres interprétatifs du monde social et politique de ces réseaux sont proches les uns des autres ; et sont aussi proches de ceux de Caritas. Ces trois secteurs facilitent l'engagement à Caritas. Un engagement dans une organisation religieuse, caritative ou liée à l'aide au développement amène à s'engager pour lutter contre la pauvreté et la précarité sociale.

A l'exception de l'insertion dans les réseaux d'aide au développement, les militant-e-s de Caritas ont un plus faible ancrage dans *les organisations postindustrielles*. Là encore, le contraste avec les militant-e-s de Sosf est saisissant. Nous avons vu qu'en dépit de leur préoccupation commune pour les migrant-e-s, les militant-e-s de Caritas et de Sosf proviennent de mondes sociaux distincts ; et là, nous voyons qu'ils ne partagent pas la même insertion relationnelle. Seul leur ancrage dans les réseaux religieux et caritatifs est partagé par ces deux types de militant-e-s. Pour le reste leur structure d'insertion relationnelle n'est pas commune. En revanche, les militant-e-s de Caritas ont une insertion dans les réseaux postindustriels qui est assez proche de celle des militant-e-s de Greenpeace. Ils se distinguent des militant-e-s écologistes en ayant été insérés plus amplement dans les réseaux de défense des droits (en général et pour des populations spécifiques comme les migrant-e-s ou les femmes) et aussi par une plus ample insertion dans les réseaux pacifistes ; des réseaux qui sont relativement proches des milieux chrétiens.

Activistes et sympathisant-e-s de Caritas partageaient dans une large mesure le même monde d'insertion formelle avant de rejoindre cette organisation. Ces deux groupes de militant-e-s ne se distinguaient pas avant de rejoindre Caritas. Ils évoluaient dans le même monde relationnel.

Si les militant-e-s étaient largement insérés dans un réseau formel favorisant potentiellement leur socialisation aux enjeux des migrations, ils étaient encore plus largement insérés dans des *réseaux interpersonnels* sensibles aux enjeux de la pauvreté et au soutien aux personnes démunies (Tableau 2.2). La quasi totalité des militant-e-s de Caritas ont évolué dans un contexte interpersonnel sensibilisé à ces enjeux. Plus de la moitié des militant-e-s affirment que leur réseau interpersonnel (amis, famille et connaissances) était très proche des questions liées à la pauvreté et à la précarité, et plus d'un tiers d'entre eux estiment qu'il l'était dans une certaine mesure. Presque aucun militant-e avant de s'engager à Caritas n'évoluait dans un contexte interpersonnel sans lien avec les préoccupations liées à la précarité sociale, et ceci est valable autant pour les activistes que les sympathisant-e-s. Ce constat est identique à celui que nous avons pu faire pour Greenpeace et Sosf. Avant de s'engager, les militant-e-s bénéficient de larges potentialités d'interactions sur l'enjeu de leur future mobilisation.

rejoindre une organisation qui lutte contre la pauvreté. Leurs cadres interprétatifs de la réalité n'ont rien (ou presque) en commun.

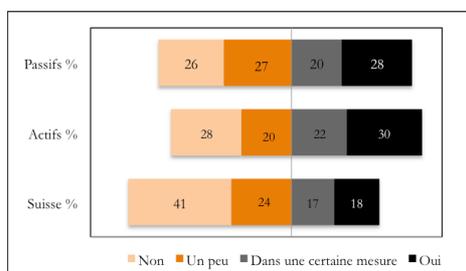
Tableau 2.2: L'insertion des militant-e-s dans les réseaux interpersonnels sensibilisés à l'enjeu protestataire avant qu'ils ne s'engagent dans l'organisation.

	Caritas	Caritas Passifs	Caritas Actifs
	%	%	%
Aucune	7	6	8
Moyenne	38	42	35
Forte	55	53	58
Total	100%	100%	100%
n	567	254	313
VdeC			ns

NOTE: Avant de vous engager à Caritas est-ce que vos proches amiEs, connaissances et membres de votre famille étaient sensibilisés à la lutte contre la pauvreté et au soutien aux personnes démunies? * $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$.

Avant de rejoindre Caritas, les militant-e-s évoluent dans un réseau d'interactions favorisant leur sensibilisation aux enjeux liés à la pauvreté et au soutien aux personnes démunies. De plus, ils ont bénéficié d'un contexte familial propice à leur *sensibilisation politique*. Dans leur enfance, la moitié des militant-e-s ont évolué dans un milieu familial où la politique était présente et faisait l'objet de discussions. Une caractéristique qui les distingue de l'ensemble de la population (Figure 2.1). Toutefois, cette insertion dans un contexte relationnel qui favorise la socialisation à la chose politique est plus faible que pour les militant-e-s des organisations postindustrielles. Par exemple, pour les militant-e-s de Sosf, plus des trois-quarts d'entre eux discutaient de politique en famille. On voit bien là encore la différence entre les militant-e-s de Caritas et ceux de Sosf. Outre une forte insertion dans les réseaux formels et interpersonnels, ces derniers bénéficiaient aussi d'une forte socialisation politique. Pour les militant-e-s de Caritas, ils ont aussi bénéficié d'un contexte relationnel, à la fois au niveau organisationnel et interpersonnel, propice pour développer une sensibilité aux questions de la pauvreté, néanmoins leur socialisation aux questions politiques ont été moins importantes que les militant-e-s de Sosf. Cette différence explique peut-être en partie pourquoi ces derniers ont privilégié l'engagement politique pour défendre les migrant-e-s, alors que les militant-e-s de Caritas ont favorisé un appui à ses populations sans forcément entrer dans un processus protestataire pour dénoncer les politiques migratoires et plus largement les politiques liées à la lutte contre la pauvreté et précarité dans notre société.

Figure 2.1: Les parents des militant-e-s discutaient-ils de politique en famille ?



NOTE: En repensant à la vie de vos parents quand vous aviez 14 ans, est-ce que vous discutiez politique à la maison avec vos parents? Suisse (EVS 2008) n=1'225, Caritas Passifs n=245, Actifs n=294), VdC a/p=ns. * $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$.

D'autres canaux favorisent leur socialisation

L'insertion dans les réseaux sociaux permet une socialisation concrète mais aussi diffuse ; l'environnement social procure des ressources cognitives sans en être véritablement conscient. Nous avons donc demandé aux militant-e-s qu'ils nous disent, selon eux, quels sont les *canaux qui les ont sensibilisés* aux problèmes de la pauvreté avant qu'ils ne s'engagent pour défendre cet enjeu de société. En examinant les différents canaux de socialisation, nous pouvons ainsi évaluer l'importance des réseaux dans le processus de socialisation.

Le premier constat a trait à la multiplicité des chemins de sensibilisation à l'enjeu (Tableau 2.3). *L'information* que les militant-e-s se procurent par le biais des médias et de leurs lectures personnelles joue un rôle important. De même, *Caritas* est un vecteur de sensibilisation qui est loin d'être négligeable puisque 44% des militant-e-s disent avoir été sensibilisés par ce canal. Enfin, les *expériences personnelles* que vivent les individus sont aussi des sources importantes de sensibilisation à l'enjeu.

Tableau 2.3: Les canaux qui ont sensibilisé les militant-e-s à l'enjeu de protestation

	GP	SOSF	Caritas	Caritas Passifs	Caritas Actifs	
	%	%	%	%	%	r Pearson
Réseaux sociaux	46	56	52	52	52	
Interpersonnels	39	31	32	31	34	
Proche ami-e	11	13	10	9	10	
Connaissance/ collègue	9	13	9	8	9	
Famille	31	16	19	20	18	
Organisationnels	14	40	34	35	34	
Organisation dont je faisais partie	10	26	12	11	13	
Eglise	5	21	28	30	26	
Autres canaux	91	89	77	79	76	
Organisation elle-même	65	61	44	51	38	-.13**
Publications	55	58	36	43	31	-.13**
Campagnes/ actions	48	43	24	28	21	-.08*
Événements politiques/ sociaux	49	49	22	25	20	
Expériences personnelles	40	49	35	28	41	.14***
Expérience personnelle	33	29	23	16	29	.15***
Travail	17	34	20	18	22	
Information	73	67	41	44	38	
Média	62	53	28	30	26	
Lectures personnelles	45	57	26	27	25	
Autre	5	-	8	6	10	
Aucun canal (toujours sensibilisé)	56	40	51	56	48	ns

NOTE: Qu'est-ce qui vous a sensibilisé à la lutte contre la pauvreté et au soutien aux personnes démunies ? Greenpeace (GP), n=761; SOSF, n=723; Caritas Passifs n=281, Actifs n=334). * $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$.

Et les réseaux? Quelle est leur place parmi la multiplicité des chemins de socialisation? Ils sont un canal très important de sensibilisation. Et pour Caritas, ils sont les canaux les plus importants de la socialisation aux enjeux de la pauvreté. Plus de la moitié des militant-e-s de Caritas disent avoir été sensibilisés à ces enjeux par le biais des *réseaux sociaux*. L'insertion dans les réseaux organisationnels est un vecteur de socialisation important. Les réseaux interpersonnels le sont aussi. Si les réseaux ne sont pas les seuls canaux de

socialisation, il n'en demeure pas moins qu'ils restent des pivots importants pour façonner une conscience liée aux enjeux de la pauvreté.

Activistes et sympathisant-e-s de Caritas ont été fortement socialisés aux questions de la pauvreté par le biais des réseaux. Ils ne se distinguent pas sur ce point. En revanche, en dehors des réseaux sociaux, on peut voir des chemins de socialisation distincts pour ces deux populations militantes de Caritas. Les activistes ont été fortement sensibilisés aux enjeux de la pauvreté par le biais de leurs propres *expériences de vie*. Ce chemin de socialisation est nettement moins important pour les sympathisant-e-s de Caritas. Pour ces derniers, outre les réseaux, ils ont été fortement sensibilisés aux enjeux de la pauvreté *par le biais de Caritas*. C'est l'organisation elle-même qui les a rendus sensibles aux enjeux de la précarité sociale, notamment par le biais de ses publications.

Quels sont les canaux qui conduisent à s'engager pour lutter contre la pauvreté et la précarité ?

Etre sensibilisé à une cause est une chose, convertir cette sensibilisation en engagement en est une autre. Nous avons demandé aux militant-e-s de nous dire quels ont été les canaux qui les ont conduits à s'engager pour lutter contre la pauvreté (Tableau 2.4). Tout d'abord, nous pouvons relever que les canaux de sensibilisation sont - tout canal confondu - des vecteurs moins importants de mobilisation. Nous voyons-là clairement qu'entre la socialisation et la conversion de cette socialisation en acte il y a effectivement une perte importante. Ensuite, et c'est là un point intéressant, les canaux les plus importants de la sensibilisation aux enjeux de la pauvreté sont aussi ceux qui mènent à s'engager concrètement sur ces enjeux. Les *réseaux sociaux*, les *expériences personnelles* et *Caritas* sont les chemins de prédilection qui mènent à s'engager pour lutter contre la précarité sociale. Seuls les médias, qui ont un rôle de socialisateur non négligeable n'est pas un canal qui mène à s'engager concrètement pour défendre cet enjeu de société.

Nous voyons encore que les *réseaux sont des canaux importants*. Ils ne concourent pas seulement à socialiser à un enjeu politique ou de société mais aussi à s'engager. De surcroît, les personnes mobilisées par les réseaux s'engagent plus activement pour lutter contre la pauvreté. La recherche sur les mouvements sociaux avait déjà mis en exergue ce rôle particulier des réseaux, notamment des réseaux interpersonnels. Ils se confirment aussi ici. Les personnes qui ont été mobilisées par le biais de ce canal tendent à s'engager nettement plus activement que par le biais d'autres canaux. Les réseaux sociaux, et en particulier les réseaux interpersonnels, sont donc des vecteurs de mobilisation importants. Ce sont les seuls canaux, avec les expériences personnelles, qui favorisent clairement un engagement plus actif dans la lutte contre la pauvreté.

Les *expériences vécues* par les personnes en lien avec la précarité sociale sont non seulement des vecteurs de socialisation et de mobilisation mais, comme pour les réseaux, ces expériences de vie conduisent aussi à s'engager plus activement pour agir contre la précarité sociale. Ainsi, réseaux interpersonnels et expériences de vie sont deux chemins importants pour être sensibilisés à l'enjeu mais aussi pour s'engager, et pour s'engager de

façon active en rejoignant le cercle des activistes et non ceux des sympathisant-e-s. Par contre, si l'organisation Caritas est aussi un vecteur de socialisation et de mobilisation pour lutter contre la pauvreté, ce canal de mobilisation ne conduit en revanche pas forcément à être plus actif au sein de l'organisation.

Tableau 2.4 : Les canaux qui ont mobilisé les militant-e-s à s'engager pour l'enjeu protestataire

	GP	SOSF	Caritas	Caritas Passifs	Caritas Actifs	
	%	%	%	%	%	r Pearson
Réseaux sociaux	19	30	29	22	34	
Interpersonnels	17	16	17	11	22	.14**
Proche ami-e	5	7	6	4	8	.08*
Connaissance/ collègue	3	7	5	4	7	
Famille	11	7	7	6	8	
Organisationnels	4	19	16	15	17	
Organisation dont je faisais partie	1	12	5	4	6	
Eglise	3	10	13	12	13	
Autres canaux	68	55	47	40	52	
Organisation elle-même	41	22	21	21	21	
Publications	28	16	17	17	17	
Campagnes/ actions	31	16	11	11	10	
Événements politiques ou sociaux	27	24	11	12	10	
Expériences personnelles	29	32	24	17	30	.14**
Expérience personnelle	23	21	16	10	21	.15***
Travail	11	21	12	11	13	
Information	37	15	15	17	14	
Média	21	9	9	11	8	
Lectures personnelles	30	12	9	11	8	
Autre	3	-	6	6	7	
Aucun canal (Toujours mobilisé)	31	17	30	25	33	.08*

NOTE: Qu'est-ce qui vous a poussé à vous engager pour lutter contre la pauvreté et le soutien aux personnes démunies ? Greenpeace (GP), n=761; SOSF, n=723; Caritas, Passifs n=281, Actifs n=334.

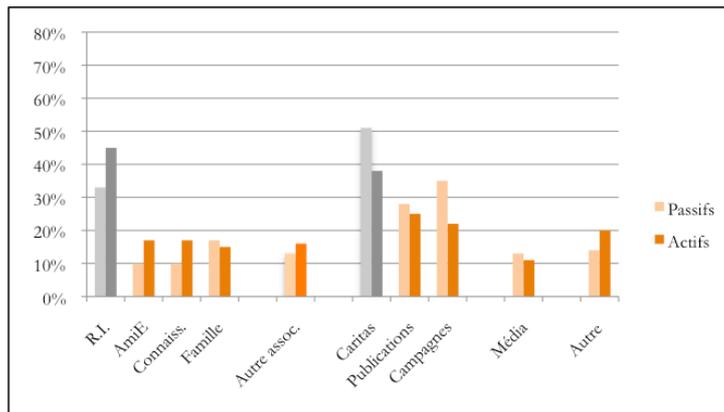
Quels sont les canaux qui mènent à Caritas ?

Nous avons examiné les chemins qui conduisent à s'engager pour lutter contre la précarité mais quels sont les canaux qui permettent de rejoindre Caritas ? Deux résultats sont importants (Figure 2.2). Premièrement, Caritas est un acteur important de recrutement notamment par le biais de ses campagnes et publications. Près de la moitié des militant-e-s ont été recrutés par ce biais. Deuxièmement, les réseaux sociaux jouent un rôle également important dans le processus de recrutement, notamment les réseaux interpersonnels. Environ 40% des militant-e-s de Caritas ont été recrutés par le biais d'un ami, d'un membre de sa famille ou d'une connaissance.

Là encore, et comme nous l'avons vu précédemment, les réseaux jouent un rôle important dans le recrutement des militant-e-s vers Caritas. Certes, ils recrutent passablement de militant-e-s, notamment les réseaux interpersonnels, mais surtout ces canaux de recrutement conduisent à un plus haut degré d'engagement. Là encore, nous retrouvons la spécificité des réseaux interpersonnels que nous avons mis en exergue précédemment. Les personnes qui ont été recrutées par les réseaux interpersonnels (amis et connaissances)

tendent à rejoindre le *cercle des activistes* plutôt que celui des sympathisant-e-s. Ce sont donc là des canaux de recrutement précieux. Ils permettent non seulement d'élargir le cercle des militant-e-s mais aussi d'inciter les nouvelles recrues à prendre une part véritablement active dans le processus de mobilisation. Ce sont les seuls canaux de recrutement qui conduisent à un plus haut degré d'engagement. En revanche, le recrutement par Caritas, par le biais de ses campagnes et publications, est certes important, comme nous venons le voir, pour recruter des membres, toutefois ce canal de recrutement conduit les nouvelles recrues vers le cercle des sympathisant-e-s et non vers celui des activistes.

Figure 2.2: Les canaux qui ont conduit les militant-e-e s'engager à Caritas



NOTE: De quelle manière êtes-vous entré en contact avec Caritas ? Passifs n=351, Actifs n=290. Réseaux interpersonnels (RI)= .12** (Ami=.11**, Connaisance=.10*, Famille= ns), Réseaux organisationnels (autres assoc.)=ns, Caritas=-.13***, Publications= ns, Campagnes= -.14***, Médias= ns, Autre= .09*. * $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$.

Les réseaux interpersonnels sont donc des agents de recrutement importants si l'on se préoccupe de l'intensité d'engagement qu'aura le/la militant-e recruté. La recherche a souvent mis en exergue que ce qui compte c'est moins le lien mais la *qualité du lien*. Autrement dit, la qualité du recruteur serait importante pour comprendre pourquoi des personnes s'engagent plus activement que d'autres. C'est aussi ce que nous retrouvons à Caritas (Tableau 2.5). Les personnes recrutées par de *proches amis*, c'est-à-dire des liens importants pour l'individu et des liens de confiance, deviennent plus facilement des activistes de Caritas. La qualité du lien avec la personne recrutée est donc importante. Mais cela va encore plus loin. Lorsque le recruteur est un *activiste de Caritas*, le militant-e a de très fortes chances de devenir un activiste lui-même. En revanche, si le recruteur est un sympathisant-e de l'organisation, sa recrue sera elle aussi un militant-e passif à Caritas.

Tableau 2.5 : La qualité des liens qui ont conduit les militant-e-s à s'engager à Caritas

	SOSF Passifs	SOSF Actifs		
	%	%	r Pearson	n
Types de lien				
Acquis (amis ou connaissance)	51	73	0.18***	83/145
Familiaux	33	15		
Les deux	17	12		
Qualité du lien			ns	
Lien faible	13	16		68/110
Lien fort	87	85		
Intensité d'engagement du lien			0.35***	
Passif	35	7		81/139
Actif	65	93		

NOTE: Est-ce qu'il y avait des personnes qui vous ont incité à devenir membre au sein de Caritas ? Que représentait pour vous cette personne ? Quel était leur degré d'engagement ? *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Synthèse et implications

Pour conclure cette discussion sur les chemins de la socialisation et de la mobilisation nous retiendrons trois points. Premièrement, avant de s'engager pour défendre les droits des migrant-e-s, les militant-e-s baignaient dans un **contexte relationnel qui favorisait une sensibilisation aux enjeux des migrations**. Ils étaient insérés dans un contexte interpersonnel proche de ces enjeux. Les interactions sociales concrètes favorisent le développement des ressources cognitives, et là il est clair que ces personnes ont bénéficié de ce type d'interaction. De surcroît, elles étaient insérées dans des réseaux organisationnels, notamment dans les organisations religieuses, caritatives, et d'aide au développement. Pour Caritas, ces résultats ont une double implication. Tout d'abord, il est difficile pour une organisation d'intervenir sur les réseaux interpersonnels de socialisation. En revanche, il est plus facile d'intervenir sur les réseaux organisationnels. Renforcer des ponts cognitifs avec d'autres enjeux portés par les organisations religieuses, caritatives ou encore d'aide au développement serait une façon d'accroître son influence dans la sensibilisation aux enjeux liés à la précarité sociale. Ces trois secteurs sont ceux sur lesquels Caritas peut le plus s'appuyer en termes de relais pour sensibiliser aux enjeux liés à la précarité sociale.

Deuxièmement, les **chemins de la socialisation sont multiples**. Les réseaux ne sont pas les seuls vecteurs de sensibilisation. L'information, l'organisation Caritas et les expériences personnelles interviennent aussi dans le processus de socialisation. Pour Caritas cette implication est importante. Comme nous l'avons vu, l'organisation joue un rôle non négligeable dans la sensibilisation par le biais de ses campagnes et surtout de ses publications. C'est donc un acteur important pour sensibiliser les personnes aux enjeux liés à la pauvreté et précarité sociale. Peut-être peut-elle encore accroître ce travail pour étendre de façon plus importante son influence.

Enfin, les **réseaux informels** constituent un canal de socialisation et de recrutement non négligeable. Ces canaux sont extrêmement importants pour conduire des militant-e-s vers

un engagement actif, c'est-à-dire amener des personnes à s'engager dans l'organisation et dans ses campagnes. La qualité du recruteur est particulièrement importante à cet effet. Les personnes recrutées par des amis en qui ils ont confiance s'engagent plus activement dans l'organisation. De même, si ces personnes sont recrutées par un activiste de Caritas, elles ont de très grandes chances de s'engager activement pour l'organisation. Pour Caritas, ce dernier résultat a une implication importante. Si elle souhaite élargir le nombre de ses participants actifs au sein de l'organisation ou de ses campagnes, leurs propres activistes constituent un des meilleurs canaux de recrutement.

Pour quelles raisons les militant-e-s s'engagent-ils ?

S'engager comporte des coûts, que ce soit pour les activistes qui mobilisent de leur temps pour participer activement aux campagnes et à la vie de l'organisation mais aussi pour les sympathisant-e-s qui soutiennent financièrement Caritas. Alors *pourquoi des individus rejoignent l'action caritative puisqu'elle implique des coûts ?* De nombreux auteurs ont mis en avant que seuls des bénéfices individuels perçus par les militant-e-s pouvaient contrecarrer les coûts engendrés par la mobilisation et les inciter à rejoindre l'action collective (Olson 1965). Tirer des bénéfices personnels était la seule manière de compenser les coûts de l'engagement permettant ainsi aux personnes, proches d'un enjeu contestataire, de convertir leurs préoccupations politiques en action.

Cette explication classique pour rendre compte de l'engagement politique a été vivement critiquée pour des raisons théoriques mais aussi au regard des analyses empiriques. De nombreux travaux ont mis en exergue que le gain d'avantages personnels et matériels n'était pas à même d'expliquer le passage à l'action. *Peu de personnes s'engagent pour recevoir des biens personnels* : que ce soit des compétences qu'ils pourront valoriser dans leur monde professionnel, le fait de pouvoir nouer de nouvelles amitiés, ou renforcer leur estime de soi, etc. Elles s'engagent parce qu'elles défendent un but politique qu'elles souhaiteraient voir réaliser, parce qu'elles se préoccupent de la société dans laquelle elles vivent, ou encore parce que l'engagement permet de mettre en acte leur vision du monde.

Face à ces résultats qui semblent remettre en cause la logique individualiste et économiste, des auteurs ont proposé une explication diamétralement opposée en mettant en évidence l'importance du monde mental des acteurs. Les représentations subjectives des individus, ou autrement dit leur perception et compréhension du monde, seraient la clé explicative de l'action des individus. Les tenants de la sociologie et de la psychologie cognitive mettent en avant que les cognitions (ou représentations mentales) des acteurs définissent leurs possibilités d'action. Pour pouvoir agir, il faut d'abord avoir une représentation mentale. *Sans représentation mentale, l'action n'est pas possible.*

Monroe (1996), dans son étude sur les Justes, a montré que les personnes qui ont porté secours aux Juifs pendant la Seconde guerre mondiale l'ont fait essentiellement parce qu'ils avaient une certaine vision de l'humanité. Ils considéraient que la personne qui frappait à leur porte pour demander de l'aide était comme eux : un être humain qui partageait la même humanité que la leur. Selon Monroe, cette explication semble être la seule qui explique pourquoi certaines personnes ont pris des risques pour sauver des Juifs face à la destruction nazie alors que d'autres personnes, confrontées à la même situation de demande d'aide, ne sont pas intervenues. Cette dimension cognitive spécifique, autrement dit cette représentation mentale d'une humanité partagée par toute personne quelles que soient ses origines ou sa religion, a permis aux Justes d'agir.

Monroe va encore plus loin, en s'appuyant sur les travaux des cognitivistes, en mettant en exergue que pour les Justes, leur action était *une évidence* ; ils ne pouvaient pas faire autrement que d'accueillir ces personnes menacées. Or dans le contexte de cette période, cette action était loin d'être évidente. Ces personnes prenaient des risques majeurs pour eux et leur famille. Monroe explique ce sentiment d'évidence par le fait que leur action

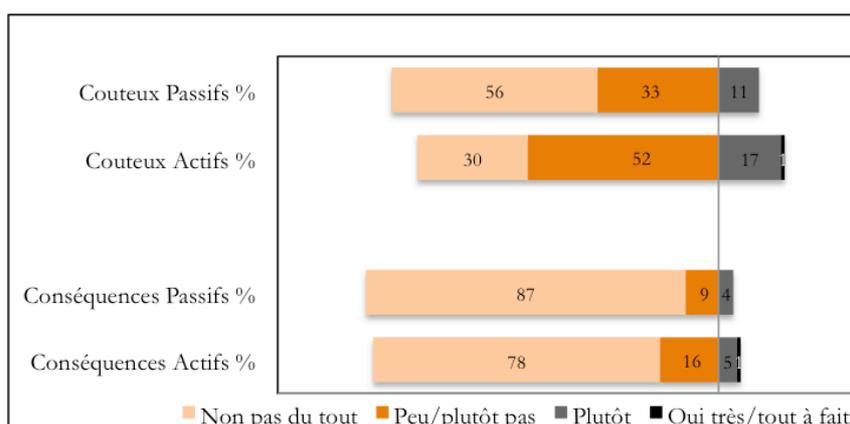
était en *forte résonance avec leur monde mental*, avec cette représentation que tout humain est identique et appartient à la même humanité. Ainsi, le cadrage interprétatif de leur réalité les a non seulement guidé dans leur action mais a aussi rendu cette action comme évidente, allant de soi.

Qu'en est-il des personnes engagées pour la lutte contre la pauvreté et le soutien aux personnes démunies ? Qu'est-ce qui motive les militant-e-s de Caritas ? Est-ce des *incitations matérielles* ou des *représentations mentales spécifiques* qui motivent leur engagement caritatif ?

Un engagement faiblement coûteux et peu d'incitations matérielles

Nous avons demandé aux militant-e-s quelle était la perception des coûts liés à leur engagement à Caritas (Figure 3.1). Une très large majorité des militant-e-s estiment que leur engagement ne comporte aucun coût. Toutefois, les activistes tendent à percevoir leur engagement comme plus coûteux que les sympathisant-e-s : 18% des activistes jugent que leur action est plutôt coûteuse en terme de temps et d'investissement personnel et 6% d'entre eux estiment que leur engagement peut avoir des conséquences négatives sur leur vie privée ou sociale. Assez logiquement, les coûts de l'engagement ne sont pas les mêmes pour les personnes qui soutiennent financièrement Caritas et celles qui sont véritablement dans un processus d'engagement en participant aux campagnes et projets de Caritas et au développement de l'organisation.

Figure 3.1: Les coûts de l'engagement



NOTE: Coût: S'engager dans une association/groupe représente souvent un investissement assez lourd en termes de temps et de disponibilité. Comment évaluez-vous votre investissement pour lutter contre la pauvreté? Passifs n=235, Actifs n=316, Gamma a/p=.41***. Conséquences négatives: S'engager pour une cause peut avoir des conséquences négatives sur un plan personnel et/ou pour sa vie sociale. Estimez-vous que votre engagement pour lutter contre la pauvreté a (ou a eu) des conséquences négatives pour votre vie personnelle ou sociale? Passifs n=261, Actifs n=327, Gamma a/p=.29**. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Les tenants de la théorie économiste ont partiellement raison en énonçant les coûts personnels qu'implique un engagement caritatif. Toutefois, les sympathisant-e-s ne

perçoivent pas leur action comme coûteuse. Et la grande majorité des activistes (82%), même en étant dans un processus d'engagement qui nécessite une mobilisation concrète et active, n'estiment pas que cette action engendre des coûts spécifiques. Nous sommes donc loin de l'idée véhiculée par la théorie économiste que toute personne engagée rencontre des coûts dus à sa mobilisation. L'engagement peut certainement engendrer des coûts, mais ils ne sont *par perçus comme tels par la majorité des militant-e-s*.

Mais alors, les militant-e-s sont-ils tout de même motivés à s'engager à cause d'incitations personnelles et matérielles? Oui en partie, surtout pour les activistes (Tableau 3.1). Plus de la moitié des activistes se sont engagés pour élargir leur cercle amical et un tiers d'entre eux pour élargir des compétences qui leur sont utiles dans leur monde professionnel ou pour renforcer leur estime personnelle. Ces incitations ont été moins importantes pour les sympathisant-e-s. *Les incitations matérielles permettent donc de juguler les coûts* de l'engagement pour ceux qui sont véritablement actifs pour la lutte contre la pauvreté et le soutien des personnes démunies.

Tableau 3.1: Les incitations pour s'engager

	Caritas	Caritas	Caritas	
	%	Passifs	Actifs	r Pearson
	%	%	%	
Matérielles (seulement)	2	0	3	.11**
<i>Acquérir des compétences</i>	16	10	22	.15***
<i>Élargir son cercle amical</i>	40	19	56	.38***
<i>Renforcer son estime de soi</i>	11	7	14	.11*
Non-matérielles (seulement)	59	78	43	-.30***
<i>Mettre ses idéaux en action</i>	96	97	94	
<i>Vie meilleure pour les futures générations</i>	63	70	57	-.14**
<i>Appartenir à une communauté d'idéaux</i>	54	45	62	.17***
Matérielles et non-matérielles	39	22	53	.29***
<i>Autres</i>	53	37	65	.27*
Total	100%	100%	100%	

NOTE: Avant de s'engager, différentes incitations sur le plan personnel peuvent nous pousser à nous engager. Dans quelle mesure, les incitations ci-dessous vous ont-elles incité à vous engager pour lutter contre la pauvreté? Passifs n=290, Actifs n=353.
*p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Toutefois, *les incitations non-matérielles*, comme mettre ses idéaux en action, améliorer le sort des générations futures ou encore évoluer dans une communauté de pensées, *sont des incitations bien plus importantes* pour les sympathisant-e-s mais aussi pour les activistes. De plus lorsque l'on analyse conjointement l'ensemble des incitations qui ont poussé les militant-e-s à s'engager, les incitations matérielles à elles seules n'expliquent pas l'engagement des militant-e-s. Aucun militant-e, qu'il soit sympathisant-e ou activiste, n'a rejoint l'action pour les personnes démunies que pour bénéficier de biens matériels. Ce sont des incitations non-matérielles, ou un mixte d'incitations matérielles et non-matérielles (en particulier pour les activistes dont l'engagement est coûteux), qui ont incité les militant-e-s à agir.

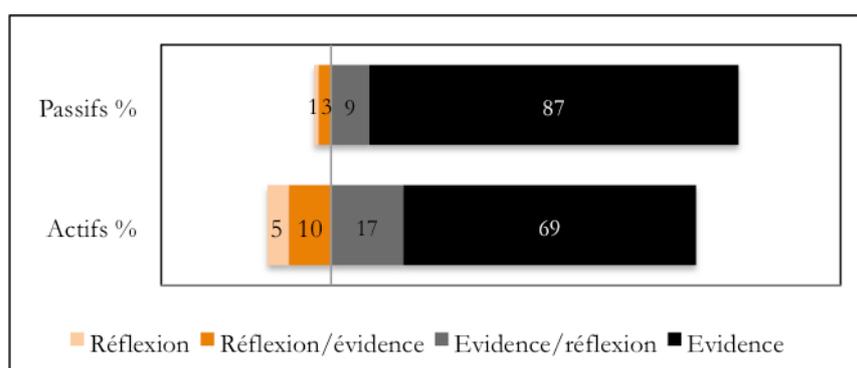
Les thèses de la théorie économiste ne tiennent donc pas l'épreuve des faits. L'ensemble des militant-e-s sont motivés à s'engager pour des raisons immatérielles qui relèvent davantage du monde des idées : de leur vision du monde qu'ils souhaitent mettre en acte.

Cette première analyse tendrait à privilégier la thèse des cognitivistes qui mettent en avant que ce sont des représentations mentales qui permettent aux individus d’agir, et non un simple calcul utilitariste qui les amène à s’engager.

S’engager, une évidence pour les militant-e-s

En opposition aux thèses économistes, Monroe a montré qu’un certain type d’action est en résonance profonde avec les représentations mentales des personnes. De par cette résonance, l’action devient une évidence, elle est perçue comme allant de soi. Nous avons demandé aux militant-e-s de *Caritas* si leur engagement relevait d’un acte qui va de soi – comme étant à leurs yeux une évidence – ou au contraire d’un processus mûrement réfléchi. En combinant les réponses sur quatre motivations que les répondant-e-s à l’enquête pouvaient choisir comme motivation centrale pour expliquer leur engagement, nous voyons clairement que, autant pour les activistes que les sympathisant-e-s, leur acte est pour eux une évidence, un acte qui va de soi (Figure 3.2). Toutefois, et même si c’est une minorité, les activistes tendent à réfléchir un peu plus.

Figure 3.2: S’engager à Caritas: Une évidence



NOTE: Voici des motivations qui peuvent caractériser votre engagement pour le soutien aux personnes démunies. Là aussi, peut-être que l’ensemble des motivations ci-dessous caractérise votre engagement. Toutefois, pouvez-vous nous dire laquelle constitue la motivation centrale de votre engagement pour le soutien aux personnes démunies et quelle est la motivation qui viendrait en deuxième position ? Réponses recodées comme évidence : 1) Mon engagement va de soi, il est évident, 2) Mon engagement répond à mes convictions personnelles. Réponses recodées comme réflexion : 1) J’ai mûrement réfléchi avant de m’engager 2) Mes proches m’ont convaincu de m’engager. Passifs n=226, Actifs n=273, Gamma a/p=.49***. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Ce résultat nous suggère que le monde mental des acteurs joue un rôle important. Cela se voit confirmé lorsque nous demandons aux militant-e-s de nous dire librement (par le biais d’une question ouverte) quelles sont les motivations les plus importantes qui ont présidé à leur engagement. La grande majorité des militant-e-s mentionnent des motivations liées à des représentations mentales, que ce soit leurs représentations liées à l’enjeu (« un partage pour un monde plus juste » ou « nous sommes inégaux devant la vie et il est important que tous aient le minimum pour vivre », etc.), à la politique (« lutter pour une plus grande égalité entre riches et pauvres »), ou encore à la société (« je veux améliorer la société dans laquelle je vis » ou « remettre l’être humain au centre de nos valeurs », etc.) (Tableau 3.2). Autrement dit, ce sont essentiellement leur monde mental, leurs représentations qu’ils se font du monde qui les entoure et dans lequel ils vivent, qui leur permet de s’engager. Pour certains militant-e-s

ces représentations mentales ne sont même pas mentionnées concrètement mais énoncées par : « *il me paraît évident d'aider les autres* » ou « *il est normal de faire quelque chose pour ceux qui sont démunis* ». Leur acte constitue une simple évidence.

En revanche, les incitations d'ordre personnel et matériel ne sont quasiment jamais énoncées comme étant une motivation menant à l'engagement. Les représentations mentales jouent donc bien un rôle essentiel dans le fait d'être engagé dans l'action protestataire. Mais quelles sont concrètement ces représentations mentales ?

Tableau 3.2: Les motivations de leur engagement (question ouverte)

	Caritas	Caritas	Caritas
		<i>Passifs</i>	<i>Actifs</i>
	%	%	%
Carte cognitive	87	92	83
<i>Rapport à l'enjeu</i>	37	45	30
<i>Rapport à la politique</i>	8	8	9
<i>Rapport à la société</i>	23	18	27
<i>Rapport à l'autre</i>	18	14	21
<i>Rapport au bien commun</i>	5	4	6
<i>Evidence</i>	19	21	17
Autre	14	9	18
<i>Vie de la personne</i>	12	7	16
<i>Incitations matérielles</i>	2	2	2
Total	100	100	100

NOTE: Question ouverte : Pouvez-vous nous donner maintenant vos motivations qui pour vous sont les plus importantes ? Passifs: 473, Actifs: 594.

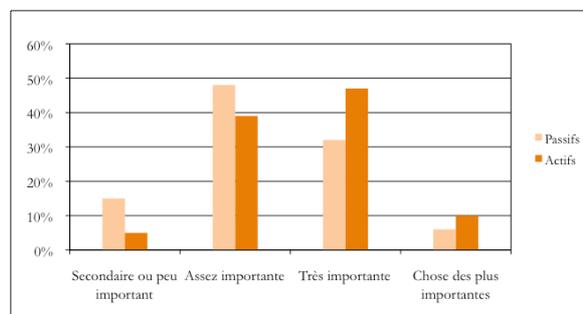
Le soutien aux personnes démunies, un enjeu problématisé et central

La littérature sur la protestation politique a mis en évidence la nécessité de construire un *cadre d'injustice* pour s'engager, autrement dit de problématiser un enjeu social comme étant inacceptable ou injuste (Gamson 1992). Sans la construction d'un cadre d'injustice, les individus n'ont aucune raison de s'investir politiquement. Plus exactement, ils n'ont aucune ressource cognitive sur laquelle bâtir leur action. Sans la représentation d'une situation injuste ou problématique il n'est guère envisageable de lutter individuellement ou collectivement pour améliorer cette situation. Les personnes discriminées ne sont pas toutes conscientes des pratiques d'exclusion dont elles sont victimes. Elles ne construisent pas toutes un cadre d'injustice qui leur permet d'identifier les auteurs de ces discriminations et d'estimer ces situations comme inacceptables. Par exemple dans les années 60, les églises baptistes et le mouvement des droits civiques aux Etats-Unis ont fortement contribué à l'élaboration d'un cadre d'injustice chez une partie de la population afro-américaine. Cette construction mentale leur a permis de venir grossir les rangs des contestataires. Des auteurs ont qualifié ce processus de libération cognitive, qui a permis aux Noirs-américains de s'engager politiquement contre les discriminations raciales dont

ils étaient victimes (McAdam 1982). Est-ce que, dans le cadre d'une organisation caritative, la construction d'un cadre d'injustice est également une nécessité ?

Pour les militant-e-s de Caritas, la question des personnes démunies a été problématisée et constitue *un enjeu important dans leur vie* (Figure 3.3). Très peu des militant-e-s, qu'ils soient sympathisant-e-s ou activiste-s, disent que cet enjeu de société est de nature secondaire dans leur vie ou très peu important. La quasi totalité des militant-e-s estiment que le soutien aux personnes démunies est un enjeu assez ou très important dans leur vie. Pour les activistes cet enjeu a encore davantage d'importance que pour les sympathisant-e-s. Les militant-e-s ont donc construit un cadre d'injustice relatif aux problèmes des personnes démunies, mais se distinguent-ils sur ce point du reste de la population ? Nous n'avons pas de mesure comparable avec la population suisse relative à la centralité du soutien aux personnes démunies dans la vie des citoyen-ne-s. En revanche, nous pouvons nous appuyer sur un indicateur qui mesure la préoccupation des militant-e-s et de la population suisse quant aux problèmes de redistribution des richesses au sein de la société (Tableau 1.2, cf. supra). Si les Suisse-sse-s sont relativement favorables à une meilleure redistribution des richesses entre les citoyen-ne-s (moyenne=6.3), les militant-e-s de Caritas le sont bien davantage (moyenne=7.9). Les militant-e-s ont donc bien une représentation cognitive à l'égard de la redistribution des richesses et, *in fine*, à l'égard de la lutte contre la précarité sociale et économique qui les distingue du reste de la population. De plus, ils entretiennent un rapport spécifique à cet enjeu en le plaçant très haut dans leurs préoccupations.

Figure 3.3: La centralité du soutien aux personnes démunies dans la vie des militant-e-s



NOTE: Quelle place a dans votre vie le soutien aux personnes démunies?
 Passifs n=277, Actifs n= 331, Gamma a/p: .34***. *p<0.05,
 p<0.01, *p<0.001.

Un rapport complémentaire à la politique

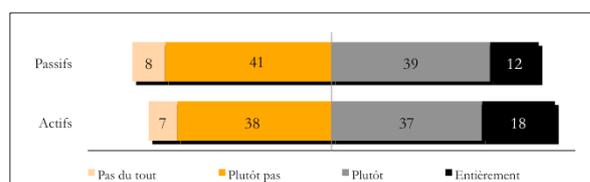
Agir de façon protestataire, c'est agir en dehors des canaux conventionnels de l'action politique. Les autorités politiques en place, qui devraient améliorer la situation que l'on juge inacceptable ou injuste, sont perçues comme étant peu à même de résoudre le problème, comme celui de la défense des droits des migrant-e-s par exemple. Les personnes estiment que *les autorités* se préoccupent de ce problème de façon insuffisante, voire constituent un adversaire politique en s'opposant à résoudre le problème jugé comme injuste. Plusieurs auteurs ont mis en exergue qu'un profond sentiment de délégitimation des autorités politiques constituait une caractéristique spécifique des militant-e-s (Piven et Cloward 1979). Percevoir les autorités comme inaptes ou insuffisamment actives pour résoudre une situation jugée injuste a été un des moteurs de l'action des mouvements des pauvres aux Etats-Unis (*Poor peoples' movements*), comme le mouvement ouvrier ou le mouvement des droits civiques (Piven et Cloward 1979, McAdam 1982). Les autorités sont délégitimées dans leur rôle politique car jugées incapables d'améliorer la situation ou, plus encore, sont évaluées comme un acteur qui péjore gravement la situation.

La délégitimation politique des autorités est un pas important pour l'entrée dans l'action protestataire, mais il ne suffit pas. Les personnes qui considèrent qu'un problème politique est important, qui ont donc construit un cadre d'injustice, doivent encore percevoir les organisations de citoyens – les *organisations protestataire et caritatives* qui défient les autorités par leurs revendications politiques – comme étant des acteurs légitimes et aptes à porter cette contestation politique. Se représenter le monde politique avec des acteurs étatiques entièrement ou partiellement inaptes à améliorer la situation, et parallèlement percevoir des acteurs de la société civile comme des acteurs légitimes de l'action politique semble essentiel pour pouvoir rejoindre une action protestataire. De telles représentations mentales favoriseraient ainsi l'action contestataire.

Qu'en est-il des militant-e-s de Caritas ? Délégitiment-ils les autorités politiques comme l'ont fait les militant-e-s mobilisés dans le mouvement ouvrier ou celui des droits civiques ? D'un côté, Caritas s'engage pour le soutien des personnes démunies, une tâche qui est en principe une tâche étatique. De l'autre, Caritas est une organisation caritative qui reçoit des mandats étatiques ou cantonaux. Il est donc possible que les militant-e-s perçoivent l'action de Caritas comme complémentaire à celle de l'Etat. Par ailleurs, légitiment-ils les organisations de la société civile ou des mouvements sociaux en les considérant comme des acteurs aptes, voire essentiels, pour surmonter les problèmes des personnes démunies ?

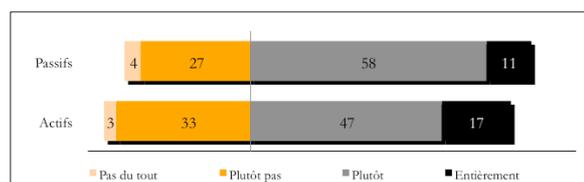
Figure 3.4: La perception des autorités politiques et des organisations de la société civile en matière de soutien aux personnes démunies

Légitimation des autorités nationales⁸



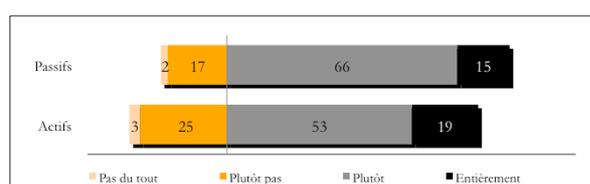
NOTE: Passifs, n=234, Actifs, n= 63. Gamma a/p: ns.
*p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Légitimation des autorités cantonales



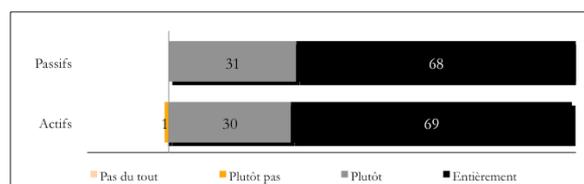
NOTE: Passifs, n=238 / Actifs, n=274. Gamma a/p: ns.
*p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Légitimation des autorités communales



NOTE: Passifs n= 235, Actifs n=274. Gamma a/p: ns.
*p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Légitimation des organisations de la société civile



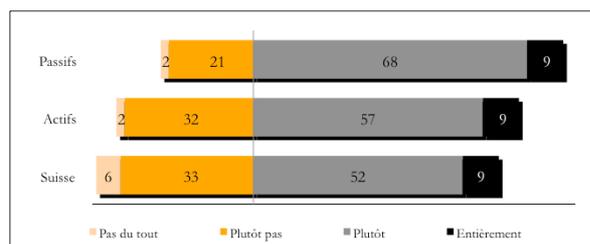
NOTE: Passifs n=263, Actifs, n= 316. Gamma a/p: ns.
*p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Sur les questions liées au soutien des personnes démunies, les militant-e-s légitiment les autorités politiques (Figure 3.4). Elles ont, à leurs yeux, la volonté d'améliorer la situation des démunis, notamment les autorités cantonales et communales et, dans une moindre mesure, les autorités fédérales. C'est là où nous trouvons une différence par rapport à la perception des militant-e-s des organisations protestataires comme Sosf ou Greenpeace qui eux délégitiment clairement les autorités politiques. L'engagement des militant-e-s de Caritas est donc perçu comme une action complémentaire à celle de l'Etat. En revanche, les militant-e-s de Caritas ne se distinguent pas des militant-e-s protestataires par rapport à leur perception des acteurs de la société civile, ou des mouvements sociaux. L'ensemble des militant-e-s légitime l'action de ces groupes dans leur volonté d'agir et de promouvoir un changement en matière de politique d'aide aux personnes démunies. Ainsi, sur l'enjeu de leur mobilisation, et pour lequel ils ont construit un cadre d'injustice, nous sommes bien face à des personnes qui ont une représentation mentale spécifique. Contrairement aux militant-e-s des organisations protestataires, ils légitiment l'action des autorités en place mais, en revanche, ils portent un crédit élevé à l'action des acteurs de la société civile, comme le font les militant-e-s de Greenpeace ou de Sosf.

⁸ La question était la suivante : Voici une liste d'autorités politiques, d'associations et de groupes de citoyen-ne-s qui se préoccupent (ou devraient se préoccuper) de la lutte contre la pauvreté / du soutien aux personnes démunies. Pouvez-vous indiquer dans quelle mesure ces autorités, associations et groupes de citoyen-ne-s ont, selon vous, la volonté de lutter contre la pauvreté / d'améliorer la situation des personnes démunies en Suisse ?

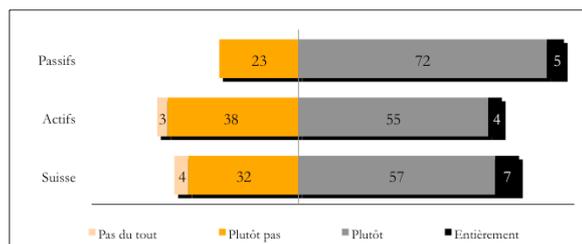
Figure 3.5: La perception des autorités et des organisations de la société civile en général

Légitimation du Conseil fédéral⁹



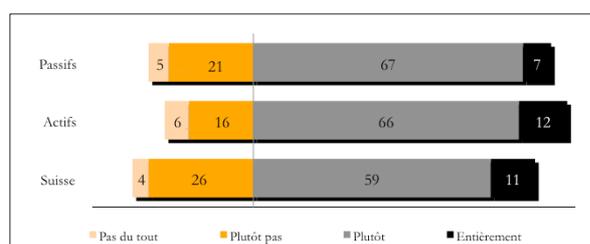
NOTE: Passifs n=241, Actifs n= 286, Suisse (EVS 2008) n=1264, Gamma a/p: .20*. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Légitimation du parlement



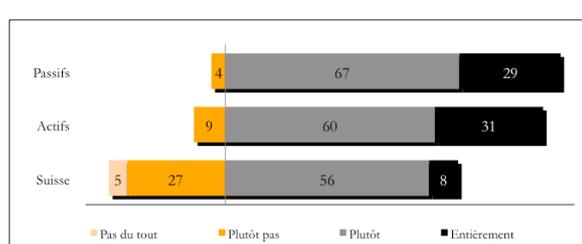
NOTE: Passifs n=236, Actifs n=275, Suisse (EVS 2008) n=1221, Gamma a/p: .35*2*. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Légitimation des organisations écologistes



NOTE: Passifs n=303, Actifs n= 264, Suisse (EVS 2008) n= 1206, Gamma a/p: .11. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Légitimation des organisations humanitaires



NOTE: Passifs n=312, Actifs n=262, Suisse (WVS 2007) n= 1241, Gamma a/p: .10. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Cette représentation mentale se distingue-t-elle du reste de la population suisse ? Les militant-e-s sont-ils des citoyen-ne-s qui ont des représentations du monde politique qui leur sont propres ou sont-ce des représentations partagées par l'ensemble des citoyen-ne-s ? Pour comparer avec le reste de la population suisse, nous avons un indicateur de confiance à l'égard des autorités politiques et des organisations de la société civile pour tout enjeu politique confondu (Figure 3.5). Pour les militant-e-s, le même constat peut être fait que précédemment. Contrairement aux militant-e-s des organisations protestataires, ils légitiment les autorités politiques et les acteurs des mouvements sociaux¹⁰. Leur représentation particulière du politique est donc valable autant sur l'enjeu qui les mobilise que pour tout enjeu politique confondu. Toutefois, et là ils se distinguent des militant-e-s protestataires, *cette représentation du monde politique ne leur est pas spécifique*. Les militant-e-s légitiment les autorités politiques au même titre que la population suisse. Pour la légitimation des organisations de la société civile, ils ne se distinguent pas non plus complètement de la population suisse. Il est vrai que les militant-e-s de Caritas légitiment plus les organisations humanitaires que la population suisse mais ils ne se distinguent pas concernant les organisations écologistes.

Les militant-e-s de Caritas ne se distinguent donc pas de la population suisse concernant leur rapport à la politique. En revanche, ils se distinguent sur cette dimension par rapport aux militant-e-s des organisations protestataires en ayant une vision complémentaire de

⁹ La question était la suivante : Pouvez-vous nous dire quelle confiance vous accordez aux institutions et associations/groupes suivantes ?

¹⁰ Les indicateurs des figures 3.4 et 3.5 sont fortement corrélés (Gamma). Autorités nationales et Conseil fédéral : .40***, autorités nationales et parlement : .42**, organisations de la société civile et organisations écologistes : .42***, et organisations de la société civile et organisations humanitaires : .54***. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

l'action étatique et de celle des acteurs de la société civile. Qu'en est-il pour les autres dimensions cognitives ? Est-ce que les militant-e-s sont-ils proches de la population suisse ? Rejoignent-ils de nouveau les militant-e-s protestataires comme cela était le cas pour la centralité de l'enjeu ? Ou ont-ils une carte mentale spécifique aux militant-e-s des organisations caritatives ?

Des militant-e-s concernés par le bien commun

S'engager pour le soutien des personnes démunies peut être compris comme une mobilisation pour protéger, conserver ou élargir l'accès au bien commun. Lutter contre la précarité, défendre le droit au logement et à une alimentation ou encore former des jeunes pour qu'ils puissent avoir un avenir professionnel sont des actions qui peuvent être motivées par la défense du bien commun dont chaque membre de la société est (ou devrait être) bénéficiaire. La question sous-jacente que nous nous posons ici est de savoir si les personnes qui s'engagent dans le bénévolat ont un *souci particulier à l'égard du bien commun*. Ont-elles des représentations mentales spécifiques à l'égard de la société et du vivre ensemble qui les motiveraient à prendre part à l'action collective comme les militant-e-s de l'action protestataire ?

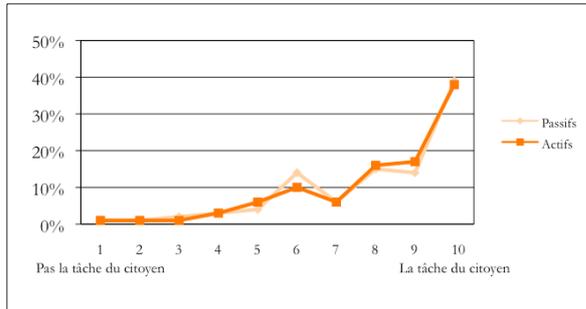
Les militant-e-s de Caritas estiment clairement que ce n'est pas la tâche unique de l'Etat de promouvoir l'accès au bien commun (Figure 3.6). Le citoyen-ne doit lui aussi se préoccuper du bien commun. C'est de sa responsabilité de s'investir pour défendre, promouvoir ou élargir l'accès au bien commun. Les militant-e-s, qu'ils soient activistes ou sympathisant-e-s, ont des positions très fermes à cet égard. Ils mettent clairement en avant la *responsabilité civique* des individus pour défendre le bien commun. Les citoyen-ne-s doivent également contribuer à maintenir et développer le bien commun.

De surcroît, les militant-e-s, autant les activistes que les sympathisant-e-s, ont une représentation mentale assez claire de ce que veut dire vivre en société. *Vivre en société nécessite de se préoccuper du bien commun* (Figure 3.6). L'individu ne peut pas uniquement se préoccuper de lui et de ses propres intérêts. Vivre ensemble implique de se soucier des biens collectifs que partage l'ensemble des membres de la société plutôt que de se préoccuper de soi. Cependant, et comme l'indique le pic au milieu du graphe, ils n'ont pas une conception sacrificielle de la vie en société où seule la défense du bien commun compte. La très large majorité des militant-e-s n'oppose pas la défense de soi et de ses intérêts à la défense du bien commun. Les deux sont importants et ne peuvent s'opposer. Ce résultat met une fois encore en de mauvaises postures les thèses économistes de l'engagement, qui partent du présupposé ontologique que les individus sont uniquement motivés par la satisfaction de leurs intérêts personnels. Ici, nous voyons que les militant-e-s sont préoccupés par le bien commun et qu'ils n'opposent pas la défense de leurs intérêts et ceux de l'ensemble de la société. Dans leur représentation mentale, les deux sont essentiels pour vivre en société.

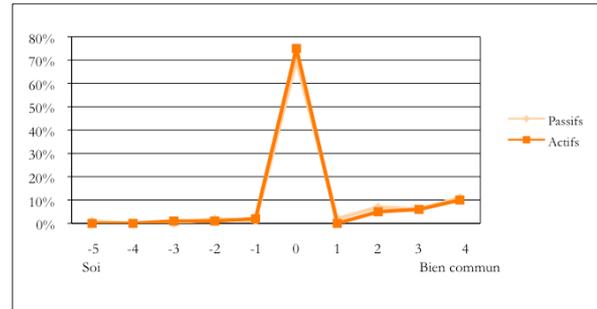
Figure 3.6: Des militant-e-s concernés par le bien commun

La responsabilité des citoyens de s'occuper du bien commun

L'importance de s'occuper du bien commun



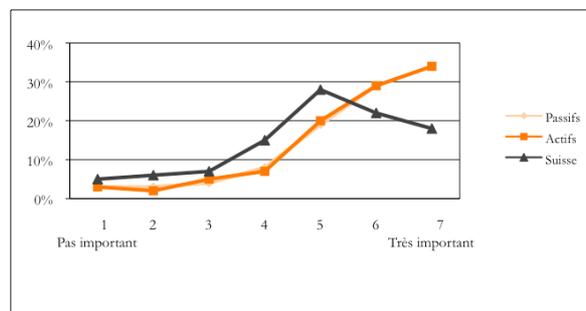
NOTE: Est-ce que c'est aussi la tâche du citoyen de se préoccuper des biens communs ou est-ce que ce n'est pas la tâche du citoyen? Passifs n= 250 (m=8.5, et=6.1), Actifs n=294 (m=8.8, et=7.7). Eta a/p: .02**.
*p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.



NOTE: Est-ce qu'il faut se préoccuper des biens communs ou est-ce qu'il faut d'abord se préoccuper de soi? Passifs n=253 (moyenne=0.6, écart type=1.6), Actifs n=304 (m=0.6, et=1.5). Eta a/p: .03**.
*p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Les militant-e-s ont une certaine représentation mentale de la société dans laquelle ils vivent. Mais leur est-elle spécifique? Sont-ils plus soucieux de la protection du bien commun que le reste de la population? Un indicateur comparatif avec l'ensemble de la population suisse montre que *les militant-e-s sont davantage préoccupés par le bien commun* et qu'ils le défendent même si cela implique des coûts au niveau individuel (Figure 3.7). En effet, et de façon plus importante que le reste de la population, les militant-e-s pensent que le citoyen-ne doit choisir des produits de consommation sur des critères éthiques, politiques ou environnementaux même si ces choix impliquent des coûts supplémentaires. Des choix de consommation qui ne nuisent pas au bien commun sont davantage privilégiés par les militant-e-s que par la population suisse. Les militant-e-s de Caritas portent une préoccupation à l'égard du bien commun qui les distingue du reste de la population.

Figure 3.7: L'importance d'acheter les produits d'une manière responsable



NOTE: Il y a différentes opinions sur ce qu'il faudrait faire pour être un bon citoyen-ne. En ce qui vous concerne, quelle est l'importance de choisir les produits que vous achetez pour des raisons politiques, éthiques, environnementales même s'ils coûtent un peu plus chers? Suisse (ISSP 2004) n=1055 (moyenne=4.9, écart type=1.6), Passifs n=250 (m=5.6, et=1.5), Actifs n=306 (m=5.6, et=1.5). Eta a/p: .00. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Des militant-e-s reliés aux autres

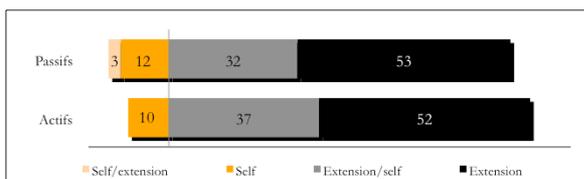
Est-ce que ce résultat est un artéfact d'un seul indicateur ou est-ce qu'il se voit confirmé si nous nous appuyons sur d'autres mesures ? Comme nous l'avons dit auparavant, se préoccuper du bien commun implique théoriquement de se sentir lié aux autres, aux personnes qui partagent le même espace social que soi. Autrement dit, cette préoccupation implique de se sentir en interconnexion avec les autres. Monroe, dans son étude sur les Justes, a montré que ces personnes avaient un rapport à l'autre extensif, c'est-à-dire une perception qui comprend le monde comme étant une humanité partagée par tous. Les Justes avaient non seulement une représentation mentale spécifique à l'égard d'autrui mais aussi un fort sentiment d'interconnexion avec les autres (Oliner & Oliner 1988). Nous pouvons nous demander si les militant-e-s de Caritas ont eux aussi un *rapport spécifique à autrui*. L'engagement pour le soutien des personnes démunies doit-il être entendu comme un engagement pour une minorité particulière ou pour une amélioration des conditions de vie pour ceux qui en ont besoin ?

Lorsque nous avons demandé aux militant-e-s de nous donner librement les motivations pour lesquelles ils se sont engagés pour le soutien des personnes démunies, un quart des militant-e-s ont mentionné des préoccupations qui touchaient *l'ensemble de l'humanité* ou des personnes en plus grande précarité qu'eux-mêmes (Tableau 3.2, supra). Nombre de militant-e-s ont expliqué leur engagement par les motifs suivants : « *Améliorer la vie d'autrui* », « *On a l'obligation morale vers les autres* », « *aider mon prochain autour de moi* », etc. La préoccupation à l'égard des autres mobilise donc une partie des militant-e-s de Caritas.

Nous avons demandé aux militant-e-s de Caritas si leur engagement était motivé par des préoccupations liées aux autres. En combinant les réponses sur quatre motivations que les répondant-e-s à l'enquête pouvaient choisir comme motivation centrale pour expliquer leur engagement pour le soutien des personnes démunies, nous voyons clairement que leur action est avant tout dirigée sur les autres et non sur eux-mêmes (Figure 3.8). Pour la majorité des militant-e-s leur acte d'engagement est perçu comme *une action pour les autres*. De même, qu'ils soient activistes ou sympathisant-e-s, les militant-e-s perçoivent leur engagement comme un acte altruiste, tourné vers les autres et non vers eux-mêmes (Figure 3.8).

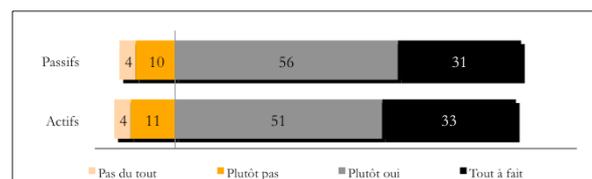
Figure 3.8: Un engagement tourné vers les autres

Les motivations des militant-e-s : pour les autres



NOTE: Pouvez-vous nous dire quelle est la motivation centrale de votre engagement pour le soutien aux personnes démunies et quelle est la motivation qui viendrait en deuxième position ? Passifs n=223, Actifs n=265, Gamma a/p :ns. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

La perception de l'engagement comme un acte, un engagement altruiste



NOTE: On pourrait qualifier votre engagement pour le soutien des personnes démunies comme engagement altruiste ou pro-social. Est-ce que vous êtes d'accord avec cette opinion ? Passifs n=239, Actifs n= 290, Gamma a/p :ns. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Les militant-e-s sont donc amplement motivés par une action protestataire qui est dévolue en premier lieu aux autres. Dans leurs représentations mentales, l'autre tient une place qui semble importante. Mais est-ce là une de leur particularité ? En d'autres termes, est-ce une représentation du monde qui leur est spécifique ou est-elle aussi partagée par l'ensemble de la population suisse ? Les militant-e-s et les Suisse-sse-s ont un niveau de confiance équivalent en vers ceux qui leur sont proches, que ce soit les membres de leur famille, leurs voisins ou encore le cercle de leurs connaissances (Tableau 3.3). En revanche, ils se distinguent du reste de la population concernant *l'autre distant*. Si la plupart des Suisse-sse-s semblent avoir confiance en des personnes qui ont une autre religion ou nationalité qu'eux-mêmes, ce niveau de confiance est plus élevé chez les militant-e-s, qu'ils soient activistes ou sympathisant-e-s.

Tableau 3.3: La confiance des militant-e-s dans l'autre distant

	CH	Caritas	Caritas Passifs	Caritas Actifs	
	Confiance %	Confiance %	Confiance %	Confiance %	Gamma
L'autre proche de soi					
Famille	99	99	99	99	
Voisins	87	93	93	92	
Connaissances	97	99	98	99	
Rencontré la 1ère fois	52	67	66	68	
L'autre distant					
Autre religion	71	94	94	94	
Autre nationalité	74	94	95	94	

NOTE: Pouvez-vous nous dire dans quelle mesure faites-vous confiance aux groupes suivants? Suisse (WVS 2007): n=1164-1236, Passifs n=224-254, Actifs=270-306. * $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$.

La confiance dans l'autre distant se voit encore confirmée par un indicateur qui tente de mesurer si les personnes posent des *frontières entre eux et les autres*, et notamment les autres qui sont socialement, religieusement ou ethniquement différents d'eux-mêmes. Les militant-e-s se distinguent assez clairement de la population suisse (Tableau 3.4). Les militant-e-s, que ce soit les activistes ou les sympathisant-e-s, posent des frontières moins importantes entre eux et les autres venant d'autres univers sociaux, religieux ou encore ethniques que ceux auxquels ils appartiennent.

Les militant-e-s ont donc bien là *une représentation qui leur est spécifique*. Ils nouent, dans leurs représentations mentales, un rapport à l'autre, et principalement à l'autre distant, qui les distingue du reste de la population. Ils ne sont donc pas des citoyen-ne-s totalement comme les autres. Leur monde mental leur est spécifique.

Tableau 3.4: Des militant-e-s qui posent moins de frontières entre eux et l'autre distant

	CH	Caritas	Caritas Passifs	Caritas Actifs	
Taux d'exclusion	%	%	%	%	VdC
L'autre distant	34	20	22	18	ns
<i>Gitans</i>	22	15	17	13	
<i>Musulmans</i>	11	4	5	3	
<i>Juifs</i>	5	1	0	1	
<i>Homosexuels</i>	7	4	6	2	.10*
<i>Migrants</i>	4	0	0	0	
<i>Chrétiens</i>	1	0	0	0	-

NOTE : Pouvez-vous indiquer les catégories de personnes que vous n'aimeriez pas avoir comme voisins? CH (EVS 2008) n= 1254, Passifs n=255, Actifs n=304. * $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$.

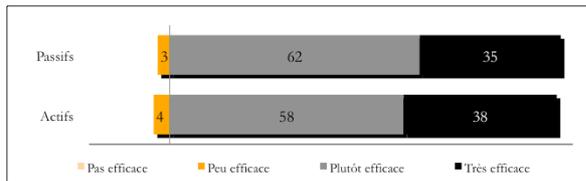
Des militant-e-s qui croient en l'efficacité de leur action

La recherche sur la participation protestataire a mis en évidence que le lien cognitif que l'acteur entretient avec *les possibilités de changer*, d'améliorer ou encore d'éviter une détérioration d'une situation sociale est essentiel pour s'engager et rester engagé (Gamson 1992). L'évaluation subjective de l'efficacité de l'organisation pour mener à bien la protestation politique dont elle est porteuse et la perception que le militant-e a de l'utilité de son engagement sont des éléments clés pour mieux comprendre l'engagement des militant-e-s. Cette thèse se voit-elle confirmée également pour une organisation caritative telle que Caritas ?

L'ensemble des militant-e-s, activistes et sympathisant-e-s confondus, a une très haute considération de *l'efficacité de l'action conduite par l'organisation* pour apporter des changements en matière du soutien aux personnes démunies (Figure 3.9). Ils estiment donc que leur effort de mobilisation auprès de Caritas n'est pas vain. Caritas est à leurs yeux une organisation qui est efficace pour contribuer aux changements sociaux et politiques en matière de précarité. Il en va de même quant à *la perception qu'ils ont de leur propre engagement*. La quasi totalité des activistes pensent que leur action contribue positivement à l'action de Caritas. Les sympathisant-e-s sont un peu moins nombreux à avoir une telle perception mais ils sont tout de même plus de 70% à estimer que le soutien apporté à Caritas est utile pour contribuer au changement. Ainsi, percevoir l'action dans laquelle on est engagé comme une action qui contribue au changement social, ou qui évite une détérioration de la situation sociale, est une représentation mentale essentielle pour s'engager ou rester mobilisé.

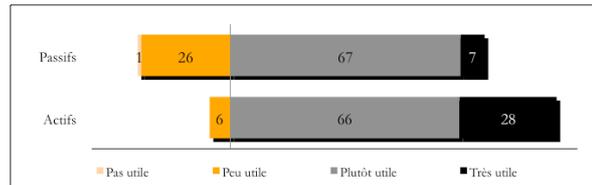
Figure 3.9: La perception des militant-e-s de l'utilité de l'engagement

L'utilité de l'action de Caritas



NOTE: Pensez-vous que l'action de Caritas est efficace pour renforcer le soutien aux personnes démunies? Passifs n=268, Actifs n=335. Gamma: .02. * $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$.

L'utilité de son propre engagement



NOTE: Comment évaluez-vous l'apport de votre engagement au sein de Caritas? Passifs n=255, Actifs n=336. Gamma: .65***. * $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$.

Synthèse et implications

Pour conclure cette discussion sur les motivations des militant-e-s, nous retiendrons trois points. Premièrement, les **biens personnels et incitations matérielles** ne constituent pas des motivations pour s'engager pour le soutien des personnes démunies. Tout d'abord, peu de militant-e-s perçoivent leur engagement comme coûteux. Les incitations de ce type jouent donc un rôle mineur pour contrecarrer les coûts engendrés par la mobilisation. Ensuite, une grande majorité des militant-e-s est motivée essentiellement par des incitations non-matérielles, c'est-à-dire de type idéal. Seuls les activistes, en tout cas la moitié d'entre eux, disent avoir été incités par des biens personnels parallèlement à des incitations non-matérielles. Pour Caritas, ces résultats ont une double implication. Premièrement, offrir aux militant-e-s une palette de biens personnels et matériels pour pouvoir rejoindre l'organisation n'a pas de sens puisque les militant-e-s sont avant tout motivés par des idées et des perceptions sur le monde, et non par la satisfaction de biens privés. En revanche, et bien que les incitations matérielles n'expliquent pas à elles seules les raisons de l'engagement des activistes, pour cette population de militant-e-s, c'est avant tout l'élargissement de leur cercle d'amis qui constitue une motivation non négligeable. Caritas peut intervenir sur cette incitation, ou du moins la rendre visible, pour élargir le cercle des activistes (et aussi les fidéliser).

Deuxièmement, les **représentations mentales constituent un facteur important pour s'engager pour le soutien des personnes démunies**. Notre analyse a mis en évidence que les militant-e-s ont une carte cognitive spécifique qui se distingue de celle de la population suisse. Elle se distingue sur trois dimensions essentielles. Premièrement, les militant-e-s ont développé un cadre d'injustice relatif à la question de la précarité et cet enjeu social tient une place importante dans leur vie. Deuxièmement, les militant-e-s ont une préoccupation importante à l'égard du bien commun. De surcroît, ils ont une conception du bien commun qui va au-delà du cercle des membres de leur société. Ils ont, comme les Justes étudiés par Monroe, la représentation que nous partageons la même humanité avec les membres de notre société mais surtout avec les autres vivant ailleurs dans le monde. Troisièmement, ils perçoivent l'action de Caritas comme étant efficace pour apporter un changement social et perçoivent leur propre action en tant que militant-e comme étant utile pour contribuer à ce changement. Enfin, les militant-e-s n'entretiennent pas un rapport spécifique au monde politique. Contrairement aux

militant-e-s des organisations protestataires, qui eux délèguent clairement les autorités politiques et légitiment davantage les acteurs de la société civile que la population suisse, les militant-e-s de Caritas voient dans l'action de Caritas une action complémentaire à celle de l'Etat. Autrement dit, ils légitiment les autorités politiques ainsi que les organisations de la société civile. Toutefois, à l'exception de cette dimension cognitive, les militant-e-s de Caritas ont développé une vision du monde très proche des militant-e-s des organisations protestataires. Ces trois représentations mentales semblent donc également être essentielles pour s'engager dans une organisation caritative. Quelles sont les implications de ces résultats pour Caritas ? Il est certainement impossible pour Caritas de façonner de telles représentations mentales auprès d'une population. En revanche, elle peut s'appuyer sur ces représentations pour mobiliser des personnes détentrices de ces cadres cognitifs. En d'autres termes, Caritas peut faciliter la résonance cognitive entre ces personnes et l'action qu'elle conduit en mobilisant de telles représentations dans ses publications et campagnes.

Troisièmement, **activistes et sympathisant-e-s ne se distinguent guère quant à leur carte cognitive**. Seuls deux représentations mentales les distinguent clairement : la construction du cadre d'injustice et l'utilité qu'ils ont de leur engagement pour contribuer au changement social. Pour la première représentation, nous avons vu que pour s'engager il est essentiel de développer un cadre d'injustice. Toutefois, ce qui distingue les activistes des sympathisant-e-s a trait à la place que tient ce cadre d'injustice dans leur vie. Pour les activistes, ce cadre d'injustice tient une place très importante. Pour la seconde représentation mentale, les activistes ont une plus forte perception de l'utilité de leur engagement pour Caritas et que cet engagement est *in fine* utile pour contribuer au changement social. Pour Caritas, ces résultats ont une implication. Caritas joue sans conteste un rôle socialisateur important pour les activistes. Les interactions des activistes avec l'organisation, et entre eux, renforcent certaines représentations qui sont importantes pour s'engager activement, notamment le cadre d'injustice et la perception de l'utilité de son propre engagement. Caritas doit donc être attentif à favoriser la construction et le renforcement de ces deux perceptions parmi ses activistes. Renforcer le cadre d'injustice et informer ses activistes de l'utilité de leur engagement est certainement une clef importante pour le recrutement des activistes mais aussi pour qu'ils maintiennent leur haut niveau d'engagement.

Quelle évaluation portent les militant-e-s sur Caritas ?

Après avoir analysé les mondes sociaux, normatifs, relationnels, et cognitifs des militant-e-s, nous allons maintenant nous tourner vers l'évaluation que portent les militant-e-s sur leur organisation. Dans le cadre de cette enquête, Caritas avait posé un certain nombre de questions à ses membres. Ce sont ces questions qui sont examinées ici¹¹.

Soutenir les personnes démunies : des militant-e-s avec des préoccupations multiples

Soutenir les personnes démunies implique une multitude de tâches. Par exemple, soutenir les personnes âgées implique certaines actions, tandis que le soutien aux jeunes en implique d'autres. Par conséquent, Caritas Genève remplit une multitude de tâches sociales qui visent à améliorer la situation de différentes catégories de personnes démunies. Est-ce que les militant-e-s soutiennent Caritas Genève dans leur diversité ou préfèrent-ils se concentrer sur certaines tâches spécifiques ? Nous avons demandé aux militant-e-s d'évaluer un certain nombre de *tâches* dans lesquelles Caritas Genève est engagée. Parmi les tâches proposées, les militant-e-s devaient fixer trois tâches qui leur semblent prioritaires pour les activités de Caritas Genève.

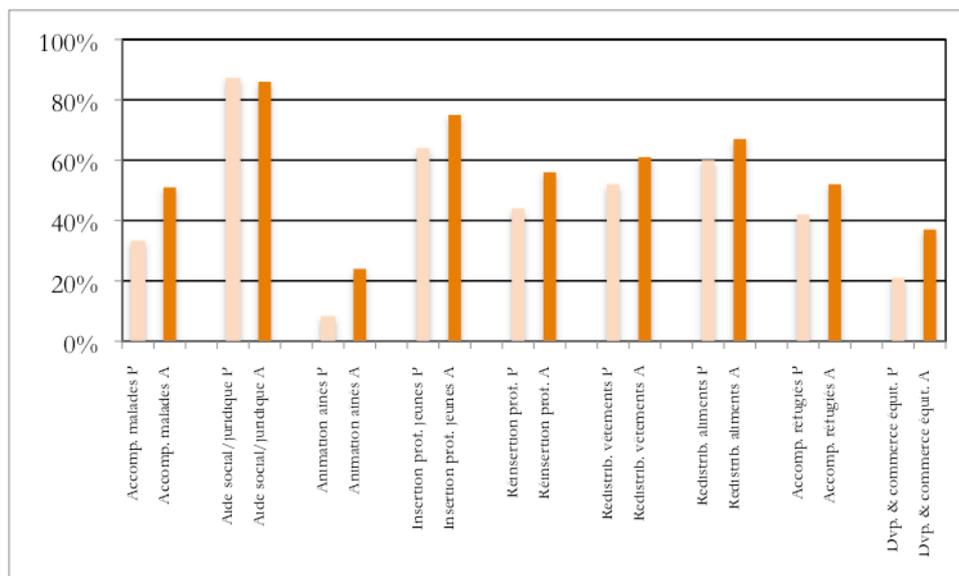
Très clairement, les militant-e-s de Caritas Genève souhaitent que l'organisation continue à *remplir une multitude des tâches* (Figure 4.1). Ils ne souhaitent pas que Caritas Genève se concentre sur une catégorie de personnes démunies spécifiques ou se spécialise dans une tâche particulière. Parmi les tâches privilégiées, *l'aide sociale et juridique et l'insertion des jeunes adultes en difficulté* sont les tâches les plus importantes pour les militant-e-s. Des prestations comme le développement d'un plan de désendettement, donner des conseils juridiques, ou l'offre d'une structure de formation professionnelle pour les jeunes en difficulté sont au centre des préoccupations des militant-e-s. Cependant, les tâches de redistribution de vêtements et de produits alimentaires, la réinsertion professionnelle en général, l'accompagnement des personnes en difficulté, malades, en fin de vie, ou des réfugiés ne doivent pas être délaissées. Toutes ces tâches constituent des tâches à privilégier selon les militant-e-s de Caritas Genève. Seuls l'animation pour les aîné-e-s, le travail de coopération au développement et de développement du commerce équitable sont moins plébiscités par les militant-e-s. L'aide au développement est très certainement une tâche qui est perçue comme étant du ressort de Caritas Suisse et non d'une structure cantonale. Pour Caritas Genève, ce résultat implique qu'elle doit continuer à accomplir des tâches diverses comme elle le fait actuellement.

Activistes et sympathisant-e-s ne diffèrent guère dans leur perception des tâches à prioriser par Caritas Genève. Toutefois, les sympathisant-e-s plébiscitent un peu plus le travail d'aide

¹¹ Toutes les questions discutées dans cette section ont été formulées par Caritas. Nous avons simplement mis à disposition notre expertise liée aux enquêtes quantitatives pour aider à la conceptualisation et formulation de certaines de ces questions.

sociale et juridique alors que les choix des activistes sont plus équilibrés dans leur évaluation des tâches.

Figure 4.1: L'évaluation des tâches que Caritas Genève devrait accomplir selon les militant-e-s



NOTE: Voici une liste de tâches qu'accomplit (ou devrait accomplir) Caritas Genève. Toutes ces tâches sont importantes. Toutefois, si Caritas Genève devait se concentrer sur 3 tâches principales, lesquelles seraient les plus importantes à vos yeux? Pouvez-vous fixer les 3 tâches prioritaires pour Caritas Genève? Les items à choisir étaient les suivants: travail d'accompagnement des personnes malades ou en fin de vie, travail d'aide sociale et juridique, travail d'animation pour les aîné-e-s, travail d'insertion professionnelle de jeunes adultes en difficulté, travail de réinsertion professionnelle, travail de redistribution de vêtements (seconde main, vestiaire social), travail de redistribution alimentaire (épiceries sociales), travail d'accompagnement et d'insertion des réfugiés, travail de coopération au développement et de commerce équitable. Pour plus de lisibilité, nous avons regroupé les trois priorités en une seule priorité. Passifs n=219, Actifs n=147.

L'économie et la pauvreté au centre des préoccupations des militant-e-s

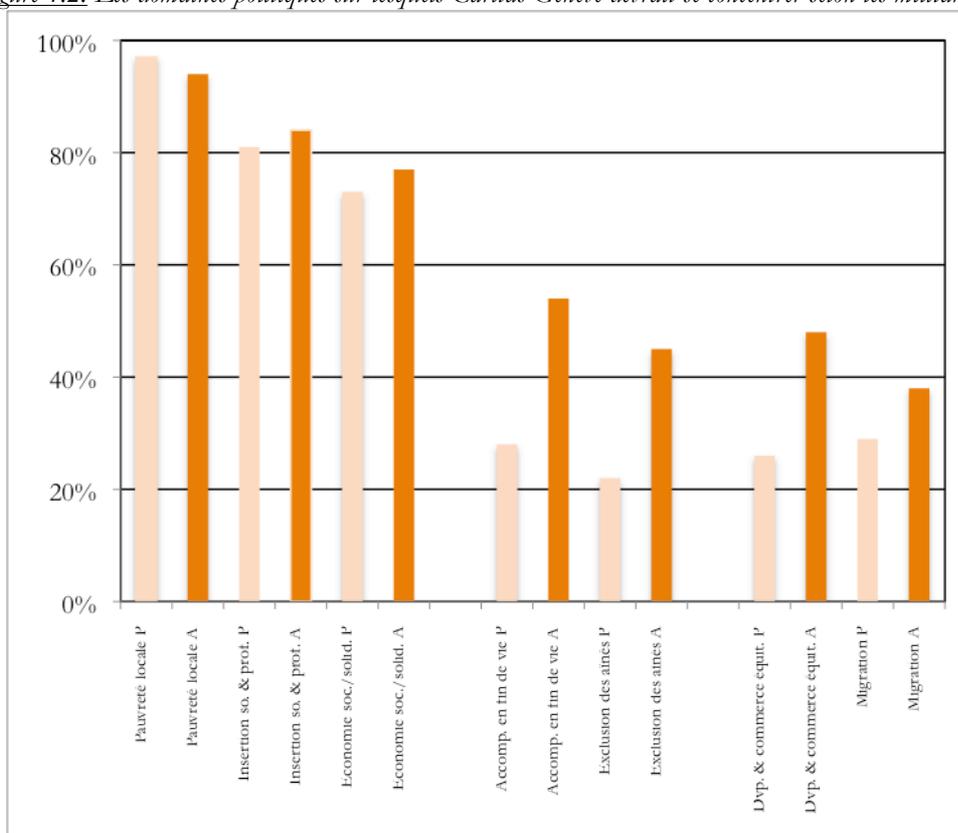
Soutenir les personnes démunies n'implique pas seulement une multitude de tâches et de catégories de personnes que l'on peut soutenir mais aussi une multitude de *domaines politiques* où l'on peut s'investir. Nous avons demandé aux militant-e-s d'évaluer les domaines politiques sur lesquels Caritas Genève devrait se concentrer. Parmi les domaines politiques proposés, les militant-e-s devaient fixer trois enjeux qui leur semblent prioritaires pour les activités futures de Caritas Genève.

Très clairement, les militant-e-s de Caritas Genève souhaitent que l'organisation se concentre sur *des enjeux d'économie et de pauvreté* (Figure 4.2, à gauche). En particulier, les militant-e-s souhaitent voir que la pauvreté locale, l'insertion sociale et professionnelle, et l'économie sociale soient au cœur du travail de Caritas Genève. Ces trois domaines sont deux fois plus importants aux yeux des militant-e-s que les autres domaines politiques sur lesquels ils étaient amenés à se positionner. En revanche, la migration, les personnes âgées et l'aide au développement sont des domaines moins privilégiés par les militant-e-s. Les militant-e-s expriment donc clairement qu'ils souhaitent que Caritas Genève se concentre sur la lutte contre la pauvreté dans sa région et pour une économie plus solidaire. Pour Caritas Genève cela implique qu'elle peut soit se concentrer davantage sur ces domaines

politiques ou, au contraire, qu'une orientation vers d'autres domaines politiques, comme la migration ou l'aide au développement dans les pays du Sud, nécessiterait un travail d'explication et de persuasion important auprès de ses militant-e-s. Probablement, il conviendrait de tisser des liens cognitifs avec des domaines politiques perçus plus centraux comme l'insertion sociale et professionnelle par exemple.

Activistes et sympathisant-e-s ne se distinguent pas véritablement en termes d'enjeux politiques. Les priorités politiques sont relativement homogènes entre ces deux sphères militantes. Toutefois, quelques différences sont à relever. La différence la plus importante est que les activistes sont plus favorables aux domaines politiques peu prioritaires comme l'aide au développement, la migration, ou encore les personnes âgées. Pour les sympathisant-e-s, en revanche, la lutte contre la pauvreté locale, l'insertion sociale et professionnelle, et l'économie solidaire sont plus clairement au centre de leurs préoccupations.

Figure 4.2: Les domaines politiques sur lesquels Caritas Genève devrait se concentrer selon les militant-e-s

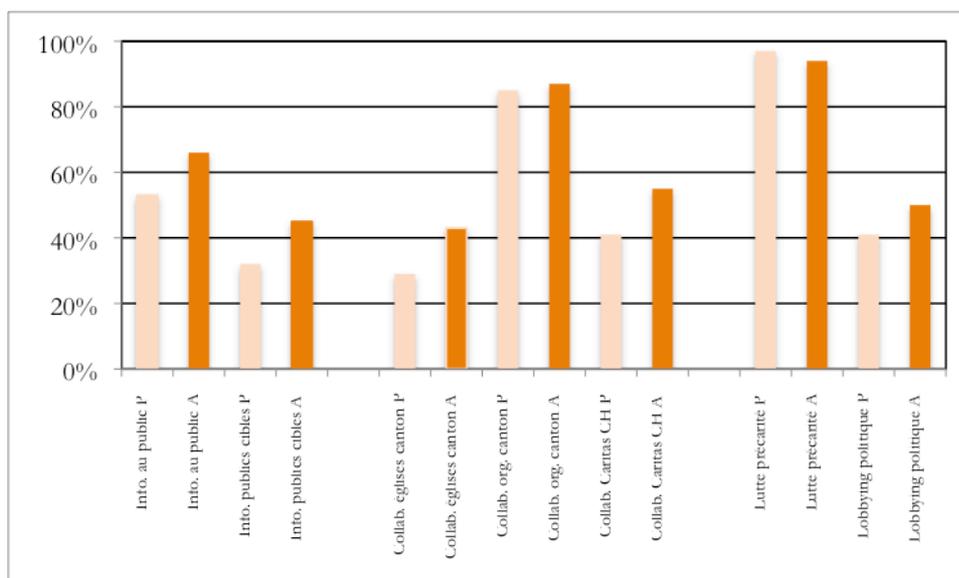


NOTE: Caritas Genève lutte sur différents domaines politiques. Tous ces domaines sont importants. Toutefois, si Caritas Genève devait se concentrer sur 3 domaines politiques, lesquels seraient les plus importants à vos yeux ? Pouvez-vous fixer les 3 domaines prioritaires pour Caritas Genève? Les items à choisir étaient les suivants: pauvreté locale et exclusion, insertion sociale et professionnelle, économie sociale et solidaire, accompagnement en fin de vie, exclusion des aîné-e-s, coopération au développement et commerce équitable, migration. Pour plus de lisibilité, nous avons regroupé les trois priorités en une seule priorité. Passifs n=239, Actifs n=170.

Mener des projets concrets et collaborer avec d'autres organisations

Ayant vu que les militant-e-s privilégient une multitude de tâches et positionnent l'économie et la pauvreté locale au centre de leurs préoccupations, la question qui surgit est de savoir par quels *moyens d'action* ces tâches et domaines devraient être accomplis. Nous avons présenté aux militant-e-s une liste de tous les moyens d'action utilisés par Caritas Genève. Dans cette liste ils ont choisi trois moyens d'action qu'ils jugent prioritaires pour l'organisation. Nous avons regroupé ces moyens d'action en quatre catégories (Figure 4.3). Premièrement, nous avons les formes d'action qui visent à informer et sensibiliser la population aux problèmes des personnes démunies. Deuxièmement, les actions qui visent à organiser un travail de réseaux et de collaborations avec d'autres structures. Troisièmement, les actions proches des organisations d'aide au développement qui conduisent des projets concrets. Enfin, nous avons le lobbying politique comme forme d'action politique.

Figure 4.3: Les moyens d'action sur lesquels Caritas Genève devrait se concentrer selon les militant-e-s



NOTE: Caritas Genève utilise différents moyens d'action. Tous ces moyens d'action sont importants. Toutefois, si Caritas Genève devait se concentrer sur 3 moyens d'action, lesquels seraient les plus importants à vos yeux? Pouvez-vous fixer les 3 moyens d'action prioritaires pour Caritas Genève? Les items à choisir étaient les suivants: information au public, information à des publics cibles, collaboration avec des organisation ecclésiales dans le canton, collaboration avec d'autres organisation et oeuvres d'entraide dans le canton, collaboration avec d'autres organisations Caritas en Suisse, projets concrets de lutte contre la précarité, lobbying politique. Pour plus de lisibilité, nous avons regroupé les trois priorités en une seule priorité. Passifs n=236, Actifs n=173.

Premièrement, *l'information du public*, c'est à dire la sensibilisation de la population et de publics cibles, retient une certaine importance mais ne figure pas parmi les moyens d'action les plus privilégiés. Nous voyons ici une différence importante par rapport aux militant-e-s des organisations protestataires, comme Sosp ou Greenpeace, où l'information du public est un moyen d'action que ces organisations doivent absolument privilégier, selon l'avis de leurs militants. Par contre, et là les militant-e-s de Caritas Genève rejoignent les militant-e-s protestataires, ils estiment que cette information doit se faire sur l'ensemble de la population et non sur des groupes cibles. Vu que Caritas Suisse est très

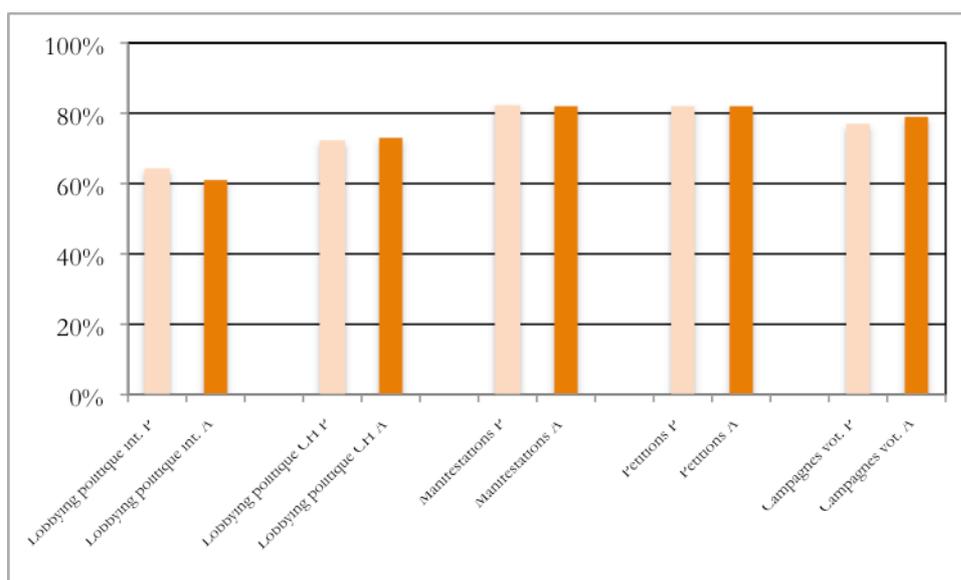
présent avec ses campagnes de publicité en Suisse, il est intéressant de constater que les militant-e-s ne souhaitent pas que Caritas Genève suive l'exemple de l'organisation faitière. Les militant-e-s estiment probablement que l'information du public est un moyen d'action qui doit être délégué à Caritas Suisse. Et si Caritas Genève souhaitait rendre plus visible les enjeux sur lesquels la section locale travaille, il faudrait convaincre au moins la moitié des militant-e-s de l'importance de cette stratégie.

Deuxièmement, *l'organisation des réseaux constitue un moyen d'action important* selon les militant-e-s. Ce travail de réseau et de collaboration doit se faire essentiellement avec d'autres organisations et œuvres d'entraide au niveau cantonal. En revanche, la collaboration avec des organisations ecclésiastiques dans le canton ou encore avec d'autres organisations Caritas en Suisse suscitent beaucoup moins l'intérêt des militant-e-s. Selon les militant-e-s, Caritas Genève doit agrandir son réseau au niveau local en nouant des contacts avec d'autres organisations cantonales. En revanche, les militant-e-s estiment qu'il est moins important d'intensifier les relations déjà existantes avec les autres organisations Caritas en Suisse et les organisations ecclésiastiques dans le canton.

Enfin, parmi tous les moyens d'action présentés aux militant-e-s, *les projets concrets contre la pauvreté sont clairement privilégiés*. On voit ici que Caritas Genève détient une structure d'activistes très développée et que les militant-e-s souhaitent que ce potentiel soit transformé en des projets concrets. Par contre, l'action politique, comme le lobbying politique, est beaucoup moins prisée. Là aussi, l'évaluation des militant-e-s reflète clairement que Caritas Genève est une organisation caritative et non une organisation protestataire.

Toutefois, combattre la pauvreté et lutter pour une économie plus solidaire pourrait ou devrait se faire également au un niveau politique. Le réseau des Caritas Suisse, auquel *Caritas Genève participe, agit également au niveau politique* pour lutter contre la pauvreté. Qu'en pensent les militant-e-s ? Nous avons demandé aux militant-e-s d'évaluer dans quelle mesure ils sont d'accord avec ces moyens d'action politique (Figure 4.4). Les militant-e-s sont clairement en faveur des moyens d'action politique comme les manifestations (appartenant au répertoire des acteurs protestataires), la prise de position lors des campagnes (appartenant au répertoire plus conventionnel) ou encore au lobbying politique (appartenant au répertoire des actions de groupes d'intérêts). Si Caritas Genève envisageait de mener des actions politiques pour une économie plus solidaire ou contre la pauvreté locale, elle pourrait compter sur le soutien de ses militant-e-s.

Figure 4.4 : L'acceptation des moyens d'action politique par les militant-e-s de Caritas Genève



NOTE: Caritas Genève, en lien avec le réseau des Caritas Suisse, agit également pour lutter contre la pauvreté/ soutien aux personnes démunies par d'autres moyens d'action. Dites-nous s'il vous plaît dans quelle mesure vous êtes d'accord avec ces autres moyens d'action. Les items à choisir étaient les suivants: lobbying politique au niveau européen et/ou international, lobbying politique au niveau national, organisation de manifestations nationales/ locales, lancer des pétitions au niveau national/ soutenir les pétitions locales, prise de position lors de campagnes de votations. Passifs n=223, Actifs n=161.

Là encore, *activistes et sympathisant-e-s divergent peu* quant aux modes d'action que devrait privilégier Caritas Genève. Bien qu'ils évaluent les moyens d'action politique (Figure 4.4) exactement de la même manière, les activistes sont de nouveau un peu plus équilibrés dans leur évaluation des moyens d'action (Figure 4.3). Ainsi, ils soutiennent un peu plus les moyens d'action comme l'information du public, la collaboration avec les organisations ecclésiastiques et les autres Caritas en Suisse ou encore le lobbying politique. Les sympathisant-e-s, par contre, sont plus sélectifs et privilégient clairement les projets concrets et la collaboration avec d'autres organisations dans le canton.

L'évaluation du magazine « Caritas Genève »

Après avoir discuté des tâches à accomplir, des domaines politiques et des moyens d'action qui sont privilégiés par les militant-e-s, nous passons maintenant à l'évaluation du magazine « Caritas Genève » qui est publié six fois par an. Tout d'abord, nous voulions savoir si les militant-e-s *reçoivent le magazine* (Tableau 4.1). La quasi totalité des militant-e-s reçoit le magazine, qu'ils soient activistes ou sympathisant-e-s. Nous avons ensuite demandé aux destinataires du magazine d'évaluer *sa fréquence de parution*. Une très grande majorité estime que la fréquence de parution est adaptée. En résumé, le magazine « Caritas Genève » est donc un canal d'interaction précieux pour Caritas Genève. L'organisation arrive à toucher la quasi totalité de ses militant-e-s par son intermédiaire, et les militant-e-s apprécient ce journal.

Tableau 4.1 : La réception et l'évaluation du magazine « Caritas Genève »

	Caritas Passifs	Caritas Actifs
	%	%
Reçoivent le magazine?		
Oui	88	94
Estiment qu'il devrait arriver:		
Plus fréquemment	2	5
Adapté tel qu'il est	86	90
Moins fréquemment	12	5

NOTE : Caritas Genève publie six fois par an le journal « Caritas Genève ». Recevez-vous ce journal ? Si oui, estimez-vous que le journal devrait apparaître plus fréquemment, est adapté tel qu'il est, devrait apparaître moins fréquemment. Passifs n=247, Actifs n=190.

Un faible potentiel de mobilisation

Les militant-e-s souhaitent-ils s'engager davantage auprès de Caritas Genève qu'ils ne le sont actuellement ? Peu des répondant-e-s souhaitent s'engager davantage. Alors qu'un sympathisant sur sept peut s'imaginer s'engager davantage, les activistes sont un peu plus nombreux à vouloir s'engager plus intensément au sein de Caritas Genève (Tableau 4.2). Une très forte majorité des militant-e-s ne souhaitent donc pas contribuer davantage à Caritas Genève. Il est fort à parier que ce potentiel restreint est lié à la structure d'âge des militant-e-s. Comme nous l'avons vu plus haut (Figure 1.3, supra), les militant-e-s de Caritas Genève ont généralement un âge très avancé et nombres d'entre eux sont dans une phase de leur vie où ils quittent petit à petit la sphère publique.

Tableau 4.2 : La manière de s'engager davantage à Caritas Genève

	Caritas Passifs	Caritas Actifs
	%	%
S'engager plus?		
Oui	16	23
De quelle manière?		
Plus d'argent	92	68
Bénévolat	63	92
Projets politiques	17	28
Organisation & recrutement	47	71
Membre du comité	7	27
Collecte de fonds	43	46

NOTE : Souhaiteriez-vous vous engager davantage en faveur de Caritas Genève ? Si oui, de quelle manière souhaiteriez-vous vous engager à Caritas Genève. Passifs n=247, Actifs n=186.

De quelle manière les personnes voulant s'engager davantage souhaiteraient contribuer à l'organisation ? Pour cette question, activistes et sympathisant-e-s se positionnent de façon distincte. Pour les *sympathisant-e-s*, l'élargissement de leur effort de mobilisation va vers une *augmentation de leurs contributions financières*. Néanmoins, près de 80% des

sympathisant-e-s voulant s'engager sont aussi enclins à donner une plus grande partie de leur temps à Caritas Genève. Parmi ceux-ci, deux-tiers pourraient s'imaginer devenir bénévoles. Près de la moitié pourrait recommander l'organisation et recruter des nouveaux membres et plus que 40% pourrait aider à la collecte de fonds. En revanche, les sympathisant-e-s seraient moins mobilisables pour participer à des projets politiques ou devenir membre du comité.

Les *activistes* sont moins enclins à l'idée d'augmenter leurs dons à l'organisation. Par contre, ils peuvent envisager de *devenir des bénévoles ou encore de recommander l'organisation et recruter des nouveaux membres*. De manière générale, nous pouvons constater que les militant-e-s qui souhaitent s'engager davantage veulent le faire en renforçant les activités qu'ils ont déjà. Les sympathisant-e-s veulent donner plus d'argent, les activistes souhaitent devenir encore plus actifs dans les sphères où ils sont déjà actifs.

Caritas Genève : Une organisation d'aide sociale

Plusieurs qualificatifs peuvent caractériser ce qu'est Caritas Genève. Nous avons demandé aux militant-e-s comment eux caractériseraient Caritas Genève en indiquant un qualificatif principal et un qualificatif qui viendrait en deuxième position (Tableau 4.3). La quasi totalité des militant-e-s, qu'ils soient sympathisant-e-s ou activistes, *caractérisent Caritas Genève comme une organisation d'aide sociale*. Les militant-e-s associent clairement l'association Caritas à son but premier : l'aide sociale. Pour le deuxième qualificatif, les militant-e-s sont beaucoup moins tranchés. Pour eux, Caritas Genève peut également être caractérisé comme une organisation catholique, une association locale, ou encore comme une organisation de bénévoles. Par contre, les militant-e-s affirment que Caritas Genève n'est ni une organisation politique, ni une organisation professionnelle.

Pour l'évaluation des caractéristiques de Caritas Genève, *activistes et sympathisant-e-s divergent peu*. Toutefois, les sympathisant-e-s soulignent plus l'ancrage religieux, alors que les activistes perçoivent davantage l'organisation comme une association de bénévoles.

Tableau 4.3 : Les qualificatifs de Caritas Genève

	Caritas Passifs	Caritas Actifs	Caritas Passifs	Caritas Actifs
	%	%	%	%
	1 ^e choix		2 ^e choix	
Caritas Genève est une organisation...				
<i>d'aide sociale</i>	85	90	10	5
<i>catholique</i>	8	6	28	14
<i>politique</i>	0	0	2	0
<i>inscrite dans sa région, son canton</i>	2	2	28	33
<i>professionnelle</i>	1	0	3	3
<i>de bénévoles</i>	5	2	30	44
	100%	100%	100%	100%
n	217	164	197	150

NOTE: Plusieurs qualificatifs peuvent caractériser ce qu'est Caritas Genève. Pour vous, personnellement, qu'est-ce que Caritas Genève ? Pouvez-vous nous dire quel est à vos yeux le qualificatif principal de Caritas Genève et quel est le qualificatif qui arrive en deuxième position ?

Enfin, nous voulions savoir si les militant-e-s connaissent *la différence entre Caritas Genève et Caritas Suisse* (Tableau 4.4). Plus de la moitié ne connaît pas vraiment ou pas du tout la différence entre ces deux entités. On peut relever, et cela de manière peu étonnante, que les activistes connaissent mieux la différence. Toutefois, ils ne sont que 28% à indiquer qu'ils savent tout à fait expliquer cette différence. Pour les sympathisant-e-s, la situation est encore pire. Seule une personne sur dix peut dire de façon exacte en quoi consiste cette différence.

Tableau 4.4 : La différence entre Caritas CH et Genève

	Caritas Passifs	Caritas Actifs
	%	%
Savent la différence ?		
<i>Tout à fait</i>	12	28
<i>Un peu</i>	22	23
<i>Pas vraiment</i>	46	38
<i>Pas du tout</i>	19	11

NOTE : Savez-vous la différence entre Caritas Genève et Caritas Suisse ? Passifs n=242, Actifs n=188.

Synthèse et implications

Pour conclure cette discussion sur l'évaluation que les militant-e-s portent sur leur organisation nous retiendrons six points. Premièrement, les **militant-e-s souhaitent que Caritas Genève continue à accomplir des tâches multiples**. Toutefois, l'aide sociale et juridique et l'insertion professionnelle des jeunes sont les tâches les plus privilégiées alors que l'organisation d'animations en faveur des aîné-e-s et l'aide au développement sont des tâches que les militant-e-s estiment moins importantes. Activistes et sympathisant-e-s ne diffèrent pas dans leurs opinions. Pour Caritas Genève, ce résultat implique que les militant-e-s soutiennent la grande majorité des tâches accomplies par l'organisation et qu'ils souhaitent que Caritas Genève continue à accomplir des tâches multiples.

Deuxièmement, les militant-e-s des Caritas Genève estiment que **la pauvreté locale, l'insertion sociale et professionnelle, et l'économie sociale** sont les domaines politiques que Caritas Genève devrait privilégier. D'après eux, les enjeux de la pauvreté locale et d'une économie plus solidaire devraient être au centre des préoccupations de l'organisation. Pour Caritas Genève cela implique que les militant-e-s vont soutenir l'organisation si elle souhaite se concentrer davantage sur ces domaines politiques. Au contraire, si Caritas Genève envisageait de s'orienter vers d'autres domaines politiques, cela nécessiterait une communication importante auprès de ses militant-e-s.

Troisièmement, **mener des projets concrets pour la lutte contre la pauvreté et collaborer avec d'autres organisations dans la région sont prioritaires**. Une certaine importance est également accordée à l'information du public. Celle-ci doit viser l'ensemble de la population et non des publics cibles. Mais les militant-e-s ne plébiscitent pas que les projets concrets. Si Caritas Genève envisageait de lutter politiquement contre la pauvreté, les militant-e-s soutiendraient également cette stratégie. Ces résultats montrent que les militant-e-s sont en adéquation avec l'organisation : mener des projets concrets pour la lutte contre la pauvreté est une action clé de Caritas Genève. En outre, si Caritas Genève souhaitait élargir son répertoire d'action par des actions plus politiques, les militant-e-s seraient entièrement d'accord avec ce choix.

Quatrièmement, **le magazine „Caritas Genève“ est un canal d'interaction très efficace**. Non seulement la quasi totalité des militant-e-s reçoivent le magazine, mais ils estiment également qu'il est adapté tel qu'il est. Caritas Genève peut donc communiquer de manière efficace avec ses militant-e-s par ce canal.

Cinquièmement, **Caritas Genève repose sur un potentiel de mobilisation restreint**. Seul un sympathisant-e sur sept souhaite s'engager plus intensément. Les activistes sont un peu plus nombreux à pouvoir envisager de s'engager plus. Toutefois, avec environ 20% de potentiel de mobilisation parmi les répondant-e-s à l'enquête, et vu de l'âge très avancé des militant-e-s de Caritas Genève, l'organisation devrait plutôt opter pour le recrutement de nouveaux militant-e-s plutôt que d'essayer de convaincre ses militant-e-s actuels de s'engager davantage.

Le dernier thème abordé était **les connaissances des militant-e-s sur leur organisation**. Tout d'abord, les militant-e-s estiment clairement que ce qui qualifie le mieux Caritas Genève est le terme d'organisation d'aide sociale. Cela signifie que les militant-e-s s'identifient en premier lieu à la tâche principale de l'organisation et non à son ancrage religieux, régional, ou à la structure de ses bénévoles. En revanche, ils sont peu conscients de la différence entre Caritas Genève et Caritas Suisse.

Annexe méthodologique

2940 membres de Caritas ont été contactés pour cette enquête. Plus précisément, nous avons contacté 2183 sympathisant-e-s et 289 activistes pour Caritas Genève. Nous avons complété cet échantillon avec 311 activistes de Caritas Luzern et 57 activistes de Caritas St. Gallen. En tout, 717 personnes ont répondu à notre sondage, soit 24% des personnes contactées pour cette enquête. Le taux de réponse à l'enquête est donc assez faible. Il correspond toutefois plus ou moins aux autres enquêtes que nous avons conduites, et plus largement au taux de réponses que l'on arrive actuellement à avoir en conduisant des sondages. Les activistes ont été de meilleurs répondants (47%) que les sympathisant-e-s (13%).

Sommes-nous représentatif de la population des militant-e-s de Caritas? Oui, concernant le sexe des militant-e-s. Evidemment, cet indicateur n'est pas capable de tester la représentativité des répondant-e-s d'une manière approfondie. Toutefois, vu le taux de réponse distinct pour activistes et sympathisant-e-s, nous nous attendons à une bonne représentativité concernant les activistes mais plus de biais pour les sympathisant-e-s. Contrairement au sexe, nous ne sommes pas représentatifs concernant le degré d'engagement et la langue des répondants. La raison de ces divergences est que nous avons sur-échantillonné les activistes et, en plus, nous avons rajouté uniquement des germanophones qui sont actifs dans leurs organisations respectives. Le choix de surreprésenter les activistes nous permet d'être représentatif de deux population militantes distinctes : les activistes d'un côté et les sympathisant-e-s de l'autre. C'est la raison pour laquelle nous présentons toutes nos analyses en séparant les activistes des sympathisant-e-s. Cette procédure nous permet également d'éviter une pondération au niveau de la langue.

Tableau A.1: Représentativité de l'enquête

	Population mère	Diff.	Echantillon
	%	%	%
Degré d'engagement			
<i>Activistes</i>	9%	36%	45%
<i>Sympathisant-e-s</i>	91%	-36%	55%
Sexe			
<i>Femmes</i>	51%	5%	56%
<i>Hommes</i>	34%	-8%	26%
<i>Inconnu</i>	15%	3%	18%
Langue			
<i>Allemand</i>	4%	19%	23%
<i>Français</i>	96%	-19%	77%
Total	8461		717

Un sondage est toujours assorti d'une marge d'erreur. L'ampleur de la marge d'erreur statistique dépend du nombre de répondant-e-s à l'enquête. Nous avons un échantillon de 717 militant-e-s de Caritas qui ont répondu à l'enquête. Cependant, ces militant-e-s n'ont pas toujours répondu à l'ensemble des questions de l'enquête, ce qui augmente le nombre

de données manquantes et réduit l'échantillon sur lequel sont calculées les statistiques de certaines questions. Pour l'ensemble des questions, la moyenne des réponses est autour de 600 personnes. Pour un échantillon de 600 personnes, la marge d'erreur est d'environ 4%. Ainsi, tout pourcentage doit être compris avec sa marge d'erreur. Par exemple, si l'on considère que 34% des sympathisant-e-s estiment que les actions de Caritas sont très efficaces, ce pourcentage doit être lu comme suit : entre 30% (-4%) et 38% (+4%) des sympathisant-e-s estiment que les actions de Caritas sont très efficaces. Ainsi, les faibles différences ne peuvent pas être interprétées comme étant des différences significatives.

Bibliographie

Bartolini, Stefano et Peter Mair 1990. *Identity, Competition, and Electoral Availability*. Cambridge: Cambridge University Press.

Bütschi, Danielle 1997. *Information et opinions. Promesses et limites du questionnaire de choix*. Thèse de doctorat. Université de Genève.

Gamson, William A. 1992. *Talking Politics*. Cambridge : Cambridge University Press.

Jasper, James M. 1997. *The Art of Moral Protest : Culture, Biography, and Creativity in Social Movements*. Chicago: University of Chicago Press.

Kriesi, Hanspeter 1993. *Political Mobilization and Social Change*. Aldershot: Avebury.

McAdam, Doug 1982. *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*. Chicago : University of Chicago Press.

Monroe, Kristen R. 1996. *The Heart of Altruism. Perceptions of a Common Humanity*. Princeton, NJ : Princeton University Press.

Oliner, Samuel P. and Pearl M. Oliner 1988. *The Altruistic Personality. Rescuers of Jews in Nazi Europe*. New York : Free Press.

Oliver, Pamela 1980. « Rewards and Punishments as Selective Incentives for Collective Action. Theoretical Investigation ». *American Journal of Sociology* 85: 1356-75.

Olson, Mancur 1965. *The Logic of Collective Action*. Cambridge, MA : Harvard University Press.

Passy, Florence 1998a. *L'action altruiste*. Genève : Droz.

Passy, Florence 1998b. *Les militants du WWF. Les chemins de leur engagement*. Rapport de recherche pour le WWF.

Piven, Frances F. and Richard A. Cloward 1979. *Poor People's Movements*. New York : Vintage Books.

Snow, David A. and Robert D. Benford 1992. « Master Frames and Cycles of Protest ». In : *Frontiers of Social Movement Theory* ed. by A.D. Morris and C. McClurg Mueller. New Haven : Yale University Press.